

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1417

14 juin 2013

SOMMAIRE

A3T S.A.	67973	Nouvelles Editions de Parfums S.à r.l.	67970
AXY s.à r.l.	67973	OpenGate Capital Group Europe S.à r.l.	67970
Balfid S.à r.l.	67973	Parc de Gerlache S.A.	67972
B-Fly 1 S.à r.l.	68016	Patinvest S.A.	67971
BlueBay Direct Lending I Investments (Luxembourg) S.à r.l.	67989	PBL-System S.A.	67971
BlueMountain Monteners GP S.à r.l.	67980	Polaris S.C.A., SICAV-SIF	67994
BlueMountain Monteners Master Fund SCA SICAV-SIF	67989	Powertrans S.A.	67970
BNP Paribas Money Fund	68003	Primeiro Investments S.A.	67972
Brandt S.à r.l.	67974	Project 4 Invest (SPF) S.A.	67971
BRE/Chestnut New Mezzco S.à r.l.	67982	Project 4 Invest (SPF) S.A.	67971
Chi-Square S.C.A., SICAV-FIS	67994	Prospector Offshore Drilling S.A.	67976
Compagnie Financière des Besants d'Or S.à r.l.	67998	Reveko S.à r.l.	68000
Entente sans frontières a.s.b.l.	68014	Scevco Holding Sàrl	67972
Infinity Dance	68008	Scharlé S.à r.l.	67972
KRW Schindler Private Ventures	67995	Succinit S.A. SPF	67991
Line Finance S.A.	67972	Syndicat d'Initiative vun der Gemeng Bau-schelt a.s.b.l.	68010
Line Finance S.A.	67973	Sytec S.à r.l.	67994
Milia Investment S.à r.l.	67970	Tober S.A.	67982
Multiworld	68001	Vion Luxembourg S.à r.l.	67973
Nebis Estate S.A.	67971	Vontobel Management S.A.	68016
NLF Associés S.A.	67970	Witraco s.à r.l.	68006
		Zauber Club Letzebuerg (ZCL) asbl	68006

OpenGate Capital Group Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 22.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 159.276.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2013.

Référence de publication: 2013054945/10.

(130067321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

NLF Associés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 143.638.

Les comptes annuels abrégés de la société au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054933/10.

(130067111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Milia Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 151.781.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013054916/10.

(130067329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Powertrans S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5548 Remich, 13, rue Janglisbunn.

R.C.S. Luxembourg B 162.357.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054956/10.

(130067614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Nouvelles Editions de Parfums S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 174.985.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions circulaires prises par le conseil d'administration que:

- Le siège social de la société est transféré de son ancienne adresse au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg avec effet au 15 mars 2013

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 26 avril 2013.

Référence de publication: 2013054928/14.

(130067003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Nebis Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 148.185.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2012.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013054930/14.

(130067370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Project 4 Invest (SPF) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 150.496.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 avril 2013.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2013054960/10.

(130067679) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Project 4 Invest (SPF) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 150.496.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 avril 2013.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2013054961/10.

(130067680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

PBL-System S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 134.238.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 avril 2013.

Référence de publication: 2013054967/10.

(130066883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Patinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 21.360.

Le bilan consolidé de la maison mère de PATINVEST S.A. au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054966/10.

(130066934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Parc de Gerlache S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4660 Differdange, 11-15, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 43.773.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054964/10.

(130066816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Primeiro Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5969 Itzig, 13, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 161.556.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054957/10.

(130067084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Scevco Holding Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 148.839.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013055031/10.

(130067432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Scharlé S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6740 Grevenmacher, 3, Kurzacht.

R.C.S. Luxembourg B 164.210.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 29 avril 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013055032/10.

(130067375) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Line Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 64.380.

En date du 18 avril 2013 et avec effet immédiat, Stéphanie Stacchini, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a démissionné de son mandat d'administrateur de la société LINE FINANCE S.A., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 64 380.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l., mandaté par le démissionnaire

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 avril 2013.

Référence de publication: 2013054839/14.

(130067468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Line Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 64.380.

En date du 18 avril 2013 et avec effet immédiat, José Correia, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a démissionné de son mandat d'administrateur de la société LINE FINANCE S.A., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 64 380.

Alter Domus Luxembourg S.à r.l., mandaté par le démissionnaire

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2013.

Référence de publication: 2013054841/14.

(130067468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

AXY s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 152.091.

Le bilan et l'annexe au bilan au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013055291/10.

(130068155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

A3T S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 33.000,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 158.687.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Julien DIDERJEAN / Andréas TARTORAS.

Référence de publication: 2013055293/10.

(130068244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

Balfid S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.012.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 113.970.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 avril 2013.

Référence de publication: 2013055295/10.

(130068371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 avril 2013.

Vion Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 93.636.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 26/04/2013.

Référence de publication: 2013054400/10.

(130066554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Brandt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6484 Echternach, 1, rue de la Sûre.

R.C.S. Luxembourg B 176.734.

STATUTEN

Im Jahre zwei tausend dreizehn, den siebzehnten April

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitz in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Herr Tobias BRANDT, Schornsteinfeger, geboren in Trier, (Deutschland), am 20. September 1979, wohnhaft in D-54636 Rittersdorf, Nimsstrasse 12.

Welcher Komparent, den instrumentierenden Notar ersuchte, folgende Gesellschaftsgründung zu beurkunden:

Titel I. Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben.

Art. 2. Die Gesellschaft trägt die Bezeichnung "BRANDT S.à r.l.".

Art. 3. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Echternach.

Er kann durch eine Entscheidung des oder der Gesellschafter in eine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 4. Zweck der Gesellschaft sind jegliche Dienstleistungen und Arbeiten in den Bereichen der Zentralheizung und Sanitärbaubau sowie jegliche Dienstleistungen und Arbeiten im Bereich der Elektrotechnik.

Zweck der Gesellschaft ist ebenfalls der Erwerb von Beteiligungen unter irgendwelcher Form an anderen in- und ausländischen Gesellschaften, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonstwie, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und andere davon abgeleitete oder dieselben ergänzenden Rechte erwerben und verwerten.

Die Gesellschaft kann Anleihen aufnehmen sowie den Gesellschaften, an denen sie direkt oder indirekt massgeblich beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.

Die Gesellschaft ist desweiteren ermächtigt alle Arten von industriellen, kommerziellen, finanziellen oder Immobilien-Transaktionen zu tätigen, welche mit dem Gesellschaftszweck verbunden werden können und der Entwicklung der Gesellschaft förderlich sind.

Art. 5. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Titel II. Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-), aufgeteilt in EIN HUNDERT (100) Anteile von je EIN HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (€ 125.-), welche integral durch Herrn Tobias BRANDT, wohnhaft in D-54636 Rittersdorf, Nimsstrasse 12, übernommen wurden.

Art. 7. Im Falle von mehreren Gesellschaftern sind die Anteile zwischen ihnen frei übertragbar.

Das Abtreten von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der Genehmigung der anderen Gesellschafter, welche drei Viertel (3/4) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäss Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt, oder von ihr in einer notariellen Urkunde angenommen worden sind.

Titel III. Verwaltung und Vertretung

Art. 8. Die Beschlüsse werden durch den alleinigen Gesellschafter gemäß Artikel 200-2 des Gesetzes vom 18. September 1933 sowie dasselbe ab-geändert worden ist, gefasst.

Die Verträge zwischen der Gesellschaft und dem alleinigen Gesellschafter unterliegen ebenfalls den Bestimmungen dieses Artikels.

Art. 9. Solange die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, steht es dem Geschäftsführer frei, die Gesellschafter in Generalversammlungen zu vereinigen. Falls keine Versammlung abgehalten wird, erhält jeder Gesellschafter den genau festgelegten Text der zu treffenden Beschlüsse und gibt seine Stimme schriftlich ab.

Eine Entscheidung wird nur dann gültig getroffen, wenn sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen wird. Ist diese Zahl in einer ersten Versammlung oder schriftlichen Befragung nicht erreicht

worden, so werden die Gesellschafter ein zweites Mal durch Einschreibebrief zusammengerufen oder befragt und die Entscheidungen werden nach der Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, welches auch der Teil des vertretenen Kapitals sein mag.

Jeder Gesellschafter ist stimmberechtigt ganz gleich wie viele Anteile er hat. Er kann so viele Stimmen abgeben wie er Anteile hat. Jeder Gesellschafter kann sich rechtmäßig bei der Gesellschafterversammlung auf Grund einer Sondervollmacht vertreten lassen.

Art. 10. Die Gesellschaft wird verwaltet durch einen oder mehrere Geschäftsführer, welche nicht Teilhaber der Gesellschaft sein müssen.

Die Ernennung der Geschäftsführer erfolgt durch den alleinigen Gesellschafter beziehungsweise durch die Gesellschafterversammlung, welche die Befugnisse und die Dauer der Mandate des oder der Geschäftsführer festlegt.

Als einfache Mandatare gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktion(en) keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind jedoch für die ordnungsgemäße Ausführung ihres Mandats verantwortlich.

Art. 11. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Über die Geschäfte der Gesellschaft wird nach handelsüblichem Brauch Buch geführt.

Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden durch die Geschäftsführung ein Inventar, eine Bilanz und eine Gewinn- und Verlustrechnung aufgestellt, gemäß den diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Ein Geschäftsbericht muss gleichzeitig abgegeben werden. Am Gesellschaftssitz kann jeder Gesellschafter während der Geschäftszeit Einsicht in die Bilanz und in die Gewinn- und Verlustrechnung nehmen.

Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung werden dem oder den Gesellschaftern zur Genehmigung vorgelegt. Diese äußern sich durch besondere Abstimmung über die Entlastung der Geschäftsführung.

Der Kreditsaldo der Bilanz wird nach Abzug aller Unkosten sowie des Beitrages zur gesetzlichen Reserve der Generalversammlung der Gesellschafter beziehungsweise dem alleinigen Gesellschafter zur Verfügung gestellt.

Art. 13. Beim Ableben des alleinigen Gesellschafter oder einem der Gesellschafter erlischt die Gesellschaft nicht, sondern wird durch oder mit den Erben des Verstorbenen weitergeführt.

Titel IV. Auflösung und Liquidation

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von dem alleinigen Gesellschafter oder der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Der alleinige Gesellschafter beziehungsweise die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 15. Für sämtliche nicht vorgesehenen Punkte gilt das Gesetz vom 18. September 1933 über die Gesellschaften mit beschränkter Haftung, sowie das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und deren Abänderungen.

Einzahlung des Gesellschaftskapitals

Alle Anteile wurden voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-) der Gesellschaft von heute an zur Verfügung steht, wie dies dem unterzeichneten Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.

Kosten

Die Kosten, welche der Gesellschaft zum Anlass ihrer Gründung entstehen, werden abgeschätzt auf den Betrag von ungefähr ein tausend Euro (€ 1.000.-).

Erklärung

Der Komparent erklärt, dass der unterfertigte Notar ihm Kenntnis gegeben hat davon, dass die Gesellschaft erst nach Erhalt der Handelsermächtigung ihre Aktivitäten aufnehmen kann.

Generalversammlung

Sofort nach der Gründung, hat der alleinige Gesellschafter, vertreten wie vorerwähnt, folgende Beschlüsse gefasst:

a) Zum administrativen Geschäftsführer der Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer ernannt:

Herr Tobias BRANDT, Schornsteinfeger, geboren in Trier, (Deutschland), am 20. September 1979, wohnhaft in D-54636 Rittersdorf, Nimsstrasse 12.

b) Zum technischen Geschäftsführer der Gesellschaft wird für eine unbestimmte Dauer ernannt:

Herr Torsten ILLNER, Elektrotechniker, geboren am 28. Mai 1980 in Bitburg (Deutschland), wohnhaft in D-54675 Mettendorf. Alsbach 20.

c) Die Gesellschaft wird in allen Fällen wie folgt rechtsgültig vertreten und verpflichtet:

- durch die alleinige Unterschrift des administrativen Geschäftsführers für alle Transaktionen bis zu dem Betrag von zwei tausend Euro (€ 2.000.-)

- durch die Kollektivunterschrift des technischen Geschäftsführers und des administrativen Geschäftsführers für alle andere Transaktionen.

d) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-6484 Echternach, 1, rue de la Sûre.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. BRANDT, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 18 avril 2013. Relation: ECH/2013/742. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J. M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehr erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 22. April 2013.

Référence de publication: 2013051872/123.

(130063532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Prospector Offshore Drilling S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 153.772.

In the year two thousand and thirteen, on the fifteenth of April.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting, of the shareholders of PROSPECTOR OFFSHORE DRILLING S.A., a société anonyme, incorporated and governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, of May 28th, 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1521 on July 24th, 2010, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 153.772 (the Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, of December 21st, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 865 on April 11th, 2013.

The meeting was declared open at 2.00 p.m. with Mr Robert William Bill ROSE, director, with professional address in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Sandrine ALGRAIN, manager financial compliance, with professional address in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer, Mr Andrew O'SHEA, director, with professional address in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the undersigned notary to state that:

(i) The meeting has been convened at this date and time by convening notices sent by registered letter to all shareholders, on 25 March 2013.

(ii) The agenda of the meeting was the following:

Agenda

1. Amendment of the articles of association of the Company to insert a new article 11.5 which shall read as follows:

"The Company shall have a nomination committee (the "Nomination Committee"). The Nomination Committee shall consist of three (3) to four (4) members and the majority of the members shall be independent of the Board and the management. The members of the Nomination Committee, including the chairman, shall be elected by decision of the General Meeting for a term of up to two (2) years. The members of the Nomination Committee may be removed without cause (ad nutum) and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

The Nomination Committee shall give recommendations to the General Meeting for the election of members of the Board and the members of the Nomination Committee. Further, the Nomination Committee shall propose to the General Meeting the fees to be paid to members of the Board and the Nomination Committee. The remuneration to the members

of the Nomination Committee is determined by resolution of the General Meeting. The General Meeting shall adopt internal guidelines and rules of procedure for the Nomination Committee."

2. Approval of the internal guidelines and rules of procedure for the Nomination Committee;

3. Determination of how many members the Nomination Committee shall consist of and appointment of the members of the Nomination Committee;

4. Appointment of the chairman of the Nomination Committee;

5. Appointment of Glen Rodland as additional director of the Company.

(iii) The names of the shareholders and the number of shares held by each of them are indicated in an attendance list signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the bureau of the meeting and the undersigned notary; such attendance list and proxies will remain attached to the original of these minutes to be registered with this deed.

(iv) It appears from the attendance list, that, out of the ninety-four million four hundred ninety-seven thousand nine hundred fifty-eight (94,497,958) shares representing the entire issued share capital of the Company, fifty million six hundred ninety-seven thousand seven hundred and sixty-seven (50,697,767) shares were present or represented at the meeting, that is to say fifty-three point sixty-four percent (53.64%) of the issued share capital. The meeting is consequently validly constituted and may validly resolve on its agenda known to all the shareholders present or represented.

(v) The meeting then, after having duly acknowledged the statements made by the chairman, adopted the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to amend the articles of association of the Company in order to insert a new article 11.5 which shall read as follows:

" **11.5.** The Company shall have a nomination committee (the "Nomination Committee"). The Nomination Committee shall consist of three (3) to four (4) members and the majority of the members shall be independent of the Board and the management. The members of the Nomination Committee, including the chairman, shall be elected by decision of the General Meeting for a term of up to two (2) years. The members of the Nomination Committee may be removed without cause (ad nutum) and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

The Nomination Committee shall give recommendations to the General Meeting for the election of members of the Board and the members of the Nomination Committee. Further, the Nomination Committee shall propose to the General Meeting the fees to be paid to members of the Board and the Nomination Committee. The remuneration to the members of the Nomination Committee is determined by resolution of the General Meeting. The General Meeting shall adopt internal guidelines and rules of procedure for the Nomination Committee."

This resolution is passed by 50,697,767 votes in favour, 0 vote against and 0 abstention.

Second resolution

The meeting resolves to approve the internal guidelines and rules of procedure attached as Schedule 1 to these minutes.

This resolution is passed by 50,697,767 votes in favour, 0 vote against and 0 abstention.

Third resolution

The meeting resolves that the Nomination Committee shall be composed of three (3) members and resolves to appoint the following persons as members of the Nomination Committee for the term set out below:

- Jarle Sjo, born in Bergen (Norway), on 8 April 1968, residing professionally at ODIN Forvaltning AS, Fjordalleen 16, 0250 Oslo, Norway, for a term of two (2) years;

- Trym Skeie, born in Bergen (Norway), on 14 November 1968, residing at Jonsrudveien 9, 0274 Oslo, Norway, for a term of one (1) year;

- Geir Sandvik, born in Bergen (Norway), on 14 April 1949, residing professionally Sophus Lies Gate 6B, 0264 Oslo, Norway, for a term of one (1) year.

This resolution is passed by 50,604,017 votes in favour, 0 vote against and 93,750 abstentions.

Fourth resolution

The meeting resolves that Jarle Sjo, prenamed, shall serve as first chairman of the Nomination Committee for a term of two (2) years.

This resolution is passed by 50,697,767 votes in favour, 0 vote against and 0 abstention.

Fifth resolution

The meeting resolves to appoint Glen Rodland, born in Flekkefjord (Norway), on June 4th, 1964, professionally residing at Sjolyst Plass 2, 0278 Oslo, Norway, as director of the Company with immediate effect and until the annual general meeting of shareholders that will be held in 2013.

This resolution is passed by 50,470,267 votes in favour, 227,500 votes against and 0 abstention.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

There being no other business on the Agenda, the meeting was closed at 2.30p.m.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, who are each known to the notary by name, first name and residence, the said appearing parties have signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux-mille treize, le quinze avril.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de PROSPECTOR OFFSHORE DRILLING S.A., une société anonyme, constituée et régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 65, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 28 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1521, du 24 juillet 2010, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 153.772 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 21 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 865, du 11 avril 2013.

L'assemblée a été déclarée ouverte à 14 heures sous la présidence de Monsieur Robert William Bill ROSE, administrateur, domicilié professionnellement à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire Madame Sandrine ALGRAIN, responsable contrôleur financier, domicilié professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée a choisi comme scrutateur Monsieur Andrew O'SHEA, administrateur, domicilié professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ainsi constitué, le président a exposé et prié le notaire soussigné d'acter que:

(i) L'assemblée a été convoquée à ce jour et cette heure par lettres recommandées adressées à tous les actionnaires, le 25 mars 2013.

(ii) L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Modification des statuts de la Société afin d'insérer un nouvel article 11.5 qui s'énonce comme suit:

«La Société doit avoir un comité de nomination (le «Comité de Nomination»). Le Comité de Nomination est composé de trois (3) à quatre (4) membres et la majorité des membres doivent être indépendants du Conseil d'Administration et de la gestion de la Société. Les membres du Comité de Nomination, en ce inclus le président, sont élus par décision de l'Assemblée Générale pour un mandat maximal de deux (2) ans. Les membres du Comité de Nomination peuvent être révoqués sans motifs (ad nutum) et/ou remplacés, à tout moment, par résolution adoptée par l'Assemblée Générale.

Le Comité de Nomination donnera des recommandations à l'Assemblée Générale pour la nomination des membres du Conseil d'Administration et des membres du Comité de Nomination. De plus, le Comité de Nomination proposera à l'Assemblée Générale les émoluments qui devront être versés aux membres du Conseil d'Administration et du Comité de Nomination. La rémunération des membres du Comité de Nomination est déterminée par résolution de l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale doit adopter les lignes directrices internes ainsi que les règles de procédure régissant le Comité de Nomination.»

2. Approbation des lignes directrices internes et des règles de procédure régissant le Comité de Nomination;

3. Détermination du nombre de membres constituant le Comité de Nomination et nomination des membres du Comité de Nomination;

4. Nomination du président du Comité de Nomination;

5. Nomination de Glen R0dland en tant qu'administrateur supplémentaire de la Société.

(iii) Le nom des actionnaires ainsi que le nombre d'actions détenues par chacun d'eux sont indiqués sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, les membres du bureau de

l'assemblée et le notaire soussigné; cette liste de présence, ainsi que les procurations resteront annexées à l'original du présent acte pour être soumises avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iv) Il appert de la liste de présence que, sur l'ensemble des quatre-vingt-quatorze millions quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent cinquante-huit (94.497.958) actions représentant l'ensemble du capital social émis par la Société, et cinquante millions six cent quatre-vingt-dix-sept mille sept cent soixante-sept (50.697.767) actions étaient présentes ou représentées à l'assemblée, à savoir cinquante-trois virgule soixante-quatre pourcent (53,64%) du capital social souscrit. L'assemblée est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour, connus de l'ensemble des actionnaires présents ou représentés.

(v) L'assemblée, après avoir dûment pris connaissance des explications fournies par le président, a par la suite adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée modifie les statuts de la Société afin d'insérer un nouvel article 11.5, qui s'énonce comme suit:

« **11.5.** La Société doit avoir un comité de nomination (le «Comité de Nomination»). Le Comité de Nomination est composé de trois (3) à quatre (4) membres et la majorité des membres doivent être indépendants du Conseil d'Administration et de la gestion de la Société. Les membres du Comité de Nomination, en ce inclus le président, sont élus par décision de l'Assemblée Générale pour un mandat maximal de deux (2) ans. Les membres du Comité de Nomination peuvent être révoqués sans motifs (ad nutum) et/ou remplacés, à tout moment, par résolution adoptée par l'Assemblée Générale.

Le Comité de Nomination donnera des recommandations à l'Assemblée Générale pour la nomination des membres du Conseil d'Administration et des membres du Comité de Nomination. De plus, le Comité de Nomination proposera à l'Assemblée Générale les émoluments qui devront être versés aux membres du Conseil d'Administration et du Comité de Nomination. La rémunération des membres du Comité de Nomination est déterminée par résolution de l'Assemblée Générale. L'Assemblée Générale doit adopter les lignes directrices internes ainsi que les règles de procédure régissant le Comité de Nomination.»

Cette résolution est adoptée par 50.697.767 votes pour, 0 vote contre et 0 abstention.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'approuver les lignes directrices internes et les règles de procédure jointes en Annexe 1 du présent procès-verbal.

Cette résolution est adoptée par 50.697.767 votes pour, 0 vote contre et 0 abstention.

Troisième résolution

L'assemblée décide que le Comité de Nomination sera composé de trois (3) membres et décide de nommer les personnes suivantes en tant que membres du Comité de Nomination pour les mandats déterminés comme suit:

- Jarle Sjo, né à Bergen (Norvège), le 8 avril 1968, résidant professionnellement à ODIN Forvaltning AS, Fjordalléen 16, 0250 Oslo, Norvège, pour un mandat de deux (2) ans;

- Trym Skeie, né à Bergen (Norvège), le 14 novembre 1968, résidant à Jonsrudveien 9, 0274 Oslo, Norvège, pour un mandat d'un (1) an;

- Geir Sandvik, né à Bergen (Norvège), le 14 avril 1949, résidant professionnellement à Sophus Lies Gate 6B, 0264 Oslo, Norvège, pour un mandat d'un (1) an.

Cette résolution est adoptée par 50.604.017 votes pour, 0 vote contre et 93.750 abstentions.

Quatrième résolution

L'assemblée décide que Jarle Sjo siégera en tant que premier président du Comité de Nomination pour un mandat de deux (2) ans.

Cette résolution est adoptée par 50.697.767 votes pour, 0 vote contre et 0 abstention.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer Glen Rodland, né à Flekkefjord (Norvège), le 4 juin 1964, résidant professionnellement à Sjølyst Plass 2, 0278 Oslo, Norvège, en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat et jusqu'à l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2013.

Cette résolution est adoptée par 50.470.267 votes pour, 227.500 votes contre et 0 abstentions.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature payables par la Société en raison du présent acte sont évalués à mille cinq cents euros (1.500.- EUR).

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 14.30 heures.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire soussigné par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. W. B. Rose, S. Algrain, A. O'Shea et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 avril 2013. Relation: LAC/2013/17746. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052191/210.

(130063910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

BlueMountain Montenvers GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 176.316.

In the year two thousand and thirteen, on the fifteenth day of April, before Us Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

BlueMountain Capital Management LLC, a company incorporated under the laws of Delaware, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, County of New Castle, Delaware 19808, registered with the Delaware Secretary of State being the sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder), after taking into account all relevant circumstances, confirmed and acknowledged that the agenda contemplated thereby, was:

being the sole shareholder (the Sole Shareholder) of BlueMountain Montenvers GP S.à.r.l, a limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6D, route de Trèves L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B176316, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 18 January 2013 published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations on 4 April 2013, number B176316 (the Company),

represented by Johan Terblanche, Solicitor, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 31 March 2013.

The said power of attorney, after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to enact the following:

I. that one hundred percent (100%) of the share capital of the Company is represented at the present meeting, which is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items of its agenda hereinafter reproduced;

II. The Company has not issue bonds.

III. that the agenda of the meeting is the following:

1. Restatement of the corporate object (Art. 3) in the Articles of Association:

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company shall in particular be appointed and act as the managing general partner (associé commandité gérant) of BlueMountain Montenvers Fund SCA SICAV-SIF and BlueMountain Montenvers Master Fund SCA SICAV-SIF, two corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions).

3.2. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

2. Miscellaneous.

Sole resolution

The Sole Shareholder resolves to amend and restate the corporate object of the company as follows:

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company shall in particular be appointed and act as the managing general partner (associé commandité gérant) of BlueMountain Montenvers Fund SCA SICAV-SIF and BlueMountain Montenvers Master Fund SCA SICAV-SIF, two corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions).

3.2. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Estimate of Costs

The amount of the expenses in relation to the present deed is estimated to be approximately EUR 1100.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the parties' request, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le quinzième jour du mois d'avril, par-devant nous, Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

BlueMountain Capital Management LLC, société de droit américain constituée et existant valablement sous et en accord avec les lois de l'Etat du Delaware, dont le siège social est établi à 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, County of New Castle, Delaware 19808, dûment immatriculée auprès du Delaware Secretary of State;

étant l'associé unique (l'Associé unique) de BlueMountain Montenvers GP S.à.r.l, société à responsabilité limitée constituée et existant valablement sous et en accord avec les lois de Luxembourg, dont le siège social est établi à 6D, route de Trèves L-2633 Senningerberg, dûment immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B176316 (la Société);

représentée par Johan Terblanche, Solicitor, de résidence professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 31 mars 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme précisé ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit; à savoir:

I. que cent pour cent (100%) du capital social de la Société est représenté à la présente assemblée, laquelle est dès lors valablement constituée et peut valablement statuer sur les points figurant à son ordre du jour, dont la teneur est donnée ci-après;

II. Que la société n'a pas émis d'emprunts obligataires.

III. que l'ordre du jour de l'assemblée s'établit comme suit:

1. Modification de l'objet social (article 3) comme suit:

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet social de la Société consiste en l'acquisition de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toute société ou entreprise quelle que soit sa forme, et la gestion de ces participations. La Société devra en particulier être nommée et agir en qualité d'associé gérant commandité de BlueMountain Montenvers Fund SCA SICAV-SIF et BlueMountain Montenvers Master Fund SCA SICAV-SIF, deux sociétés en commandite par actions.

La Société peut participer à toute opération de nature commerciale, financière ou industrielle ainsi qu'à toute transaction immobilière, directement ou indirectement, qui favorise ou se rapporte à son objet social

2. Divers.

Résolution unique

L'Associé unique décide de modifier l'objet social de la société comme suit:

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet social de la Société consiste en l'acquisition de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toute société ou entreprise quelle que soit sa forme, et la gestion de ces participations. La Société devra en particulier être nommée et agir en qualité d'associé gérant commandité de BlueMountain Montenvers Fund SCA SICAV-SIF et BlueMountain Montenvers Master Fund SCA SICAV-SIF, deux sociétés en commandite par actions.

3.2. La Société peut participer à toute opération de nature commerciale, financière ou industrielle ainsi qu'à toute transaction immobilière, directement ou indirectement, qui favorise ou se rapporte à son objet social.

Estimation des frais

Le montant des frais et dépenses afférant au présent acte est estimé à environ EUR 1100.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. À la requête de la même partie comparante, il est précisé qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte notarié, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé ensemble, avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: J. Terblanche et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 avril 2013. Relation: LAC/2013/17743. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013051849/110.

(130063840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

BRE/Chestnut New Mezzco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 159.005.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013053883/11.

(130066149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Tober S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 95.113.

L'an deux mille treize, le dix-sept avril.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TOBER S.A., avec siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 95.113 (NIN 2003 2216 898),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 7 août 2003, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 956 du 17 septembre 2003, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 12 août 2004, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1093 du 28 octobre 2004.

Le capital s'élève à cent mille francs suisses (100.000,- CHF), représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de dix francs suisses (10,- CHF) par action, entièrement libérées.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Rob SONNENSCHNIG, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare,

qui désigne comme secrétaire Madame Fanny MARX, employée privée, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur H.H.J. (Rob) KEMMERLING, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les dix mille (10.000) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

- 1) Approbation des bilan et compte de profits et pertes de clôture au 31 décembre 2012.
- 2) Suppression de la valeur nominale des actions.
- 3) Conversion du capital social de CHF en EUR au taux de change de 1.- CHF = 0,8107 EUR de sorte que le capital social est désormais fixé au montant de QUATRE-VINGT ET UN MILLE SOIXANTE-DIX EUROS (€ 81.070.-).
- 4) Réduction du capital social du montant de MILLE SOIXANTE-DIX EUROS (€ 1.070.-) pour le porter de son montant actuel de QUATRE-VINGT ET UN MILLE SOIXANTE-DIX EUROS (€ 81.070.-) au montant QUATRE-VINGT MILLE EUROS (€ 80.000.-) par transfert du montant de MILLE SOIXANTE-DIX EUROS (€ 1.070.-) à un fonds de réserve spécial.
- 5) Changement du nombre d'actions existantes et fixation de la valeur nominale des actions au montant de QUATRE-VINGT EUROS (€ 80.-).
- 6) Constatation que le capital social de QUATRE-VINGT MILLE EUROS (€ 80.000.-) sera dorénavant représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de QUATRE-VINGT EUROS (€ 80.-) chacune.
- 7) Adoption de la nationalité italienne par la société et transfert du siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers Rome (Italie), décision à prendre à l'unanimité des actionnaires, conformément à l'article 67-1 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Le changement de nationalité et le transfert du siège ne donnant lieu, ni légalement, ni fiscalement à la dissolution ni à la constitution d'une nouvelle société, le tout sous condition suspensive de l'inscription de la Société en Italie.
- 8) Fixation du siège social de la Société à I-00144 Rome, Via Birmania 81.
- 9) Constatation de la nouvelle teneur des statuts de la société, après son transfert en Italie.
- 10) Acceptation de la démission avec décharge des administrateurs de la société TOBER S.A., à savoir la société LUXGLOBAL Management S.à r.l, Monsieur H.H.J. (Rob) KEMMERLING, Monsieur Claude ZIMMER et Monsieur Marc THEISEN et du commissaire aux comptes, à savoir la société ZIMMER & PARTNERS S.A., avec effet au jour de l'inscription de la société au Registre des Sociétés à Rome (Italie).
- 11) Nomination de Madame Veronique VARANI et de Madame Samantha VARANI, les deux demeurant professionnellement à I-00191 Rome, Via Città della Pieve, en tant qu'administrateurs de la société, avec effet au jour de l'inscription de la société au Registre des Sociétés à Rome (Italie).
- 12) Décision d'autoriser Madame Veronique VARANI et de Madame Samantha VARANI pour représenter dorénavant la Société devant toutes les instances administratives et fiscales en Italie à la suite du transfert de siège et du changement de nationalité comme dit ci-avant et en vue de l'inscription de la Société en Italie.
- 13) Décision de conférer tous pouvoirs à tout employé de l'étude de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg) à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Italie auprès du Registre des Sociétés à Rome (Italie).
- 14) Les points 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 seront pris sur la condition suspensive de l'inscription en Italie.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'approuver le bilan et les comptes de profits et pertes de clôture au 31 décembre 2012.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer la valeur nominale des actions.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de convertir le capital social de CHF en EUR au taux de change de 1.- CHF = 0,8107 EUR de sorte que le capital social est désormais fixé au montant de QUATRE-VINGT ET UN MILLE SOIXANTE-DIX EUROS (€ 81.070.-).

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social à concurrence du montant de MILLE SOIXANTE-DIX EUROS (€ 1.070.-) pour le porter de son montant actuel de QUATRE-VINGT ET UN MILLE SOIXANTE-DIX EUROS (€ 81.070.-) au montant QUATRE-VINGT MILLE EUROS (€ 80.000.-) par transfert du montant de MILLE SOIXANTE-DIX EUROS (€ 1.070.-) à un fonds de réserve spécial.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de changer le nombre d'actions existantes et de fixer la valeur nominale des actions au montant de QUATRE-VINGT EUROS (€ 80.-).

Sixième résolution

L'assemblée générale constate que le capital social de QUATRE-VINGT MILLE EUROS (€ 80.000.-) sera dorénavant représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de QUATRE-VINGT EUROS (€ 80.-) chacune.

Septième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de transférer le siège social de la Société de Luxembourg en Italie et de faire adopter par la Société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une nouvelle entité juridique, conformément à la directive de la CEE du 17 juillet 1969.

L'assemblée générale extraordinaire constate que cette résolution a été prise en conformité avec l'article 67-1 (1) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales et que les droits d'apport ont été régulièrement payés au Grand-Duché de Luxembourg.

Huitième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de fixer le siège social de la société à I-00144 Rome, Via Birmania 81.

Neuvième résolution

L'assemblée générale constate que les statuts de la société, après son transfert en Italie, auront la teneur suivante:

STATUTO

Denominazione - Sede - Durata - Oggetto

Art. 1. La società è a responsabilità limitata e si denomina "Tober Srl".

Art. 2. La Società ha sede legale in Comune di Roma.

Art. 3. La durata della Società è stabilita al 31 dicembre 2060 ed è prorogabile una o più volte con decisione dei soci.

Art. 4. L'oggetto sociale è costituito dallo svolgimento di attività immobiliari, quali l'acquisto, la vendita e l'affitto di qualsiasi bene immobile, in Italia come pure all'estero, nonché la gestione di beni immobili, anche tramite la prestazione di servizi quali organizzazione di eventi, shooting video-fotografici, ecc.

Ai fini del perseguimento dell'oggetto sociale la Società potrà: compiere operazioni mobiliari, commerciali, industriali e finanziarie; assumere partecipazioni in altre società ed imprese, sia italiane che straniere con attività analoga, affine o connessa alla propria od a quella dei soggetti partecipati; contrarre mutui e ricorrere a finanziamenti e concedere garanzie mobiliari ed immobiliari, reali o personali, comprese fidejussioni, a garanzia di obbligazioni proprie ovvero di società o imprese in cui abbia, direttamente o indirettamente, interessenze o partecipazioni ovvero sottoposte a comune controllo. In ogni caso con divieto di svolgere attività riservate per legge ed in particolare riservate alle imprese di cui al T.U. Bancario e al T.U. sull'Intermediazione Finanziaria (D. Lgs. 1/9/1993 n. 385 e D. Lgs. 24/2/1998 n. 58 e successive integrazioni e modifiche).

La Società potrà, in ogni caso, effettuare attività di raccolta del risparmio presso i soci nel rispetto della normativa vigente.

Capitale - Quote - Domicilio dei soci

Art. 5. Il capitale è di euro 80.000 (ottanta mila euros).

Nei limiti di legge, le decisioni dei soci di aumento del capitale mediante nuovi conferimenti possono prevedere l'offerta a terzi di quote di nuova emissione.

Ove il capitale diminuisca in misura superiore al terzo in conseguenza di perdite, il deposito nella sede della relazione dell'organo amministrativo e delle osservazioni del collegio sindacale o del revisore, ove esistenti, può effettuarsi fino al giorno precedente l'assemblea.

Art. 6. La società può raccogliere risparmio presso i soci che siano consenzienti a condizione che risultino soci dal Registro delle Imprese da almeno tre mesi e che detengano una partecipazione di almeno il 2% del capitale sociale risultante dall'ultimo bilancio approvato ovvero alle diverse condizioni previste dalle leggi/regolamenti tempo per tempo vigenti.

Art. 7. Le quote di partecipazione sono liberamente trasmissibili per atto tra vivi e per successione a causa di morte.

Art. 8. Per quanto concerne i loro rapporti con la Società, il domicilio dei soci è quello risultante dal Registro delle Imprese; è onere del socio comunicarlo per l'iscrizione nel Registro delle Imprese e comunicare altresì gli eventuali successivi cambiamenti.

Titoli di debito - Recesso

Art. 9. La Società può emettere titoli di debito, per somma complessivamente non eccedente il doppio del capitale sociale, della riserva legale e delle riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

La emissione di titoli di debito è disposta con decisione dei soci adottata con le maggioranze di legge.

La decisione dei soci può stabilire:

- a) che il diritto dei possessori di titoli di debito alla restituzione del capitale ed agli interessi sia, in tutto o in parte, subordinato alla soddisfazione dei diritti di altri creditori della Società;
- b) che i tempi e l'entità del pagamento degli interessi possano variare in dipendenza di parametri oggettivi, anche relativi all'andamento economico della Società;
- c) che, previo consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, la società possa modificare condizioni e modalità del prestito.

Art. 10. Il socio ha diritto di recedere dalla Società nei casi previsti dalla legge.

Il diritto di recesso è esercitato mediante lettera raccomandata indirizzata alla Società presso la sede legale, da spedirsi entro quindici giorni dall'iscrizione nel Registro delle Imprese - ovvero, se non prevista, dalla trascrizione nei libri sociali - della decisione degli organi sociali che lo legittima. Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione degli organi sociali, esso viene esercitato entro quindici giorni dalla conoscenza del fatto da parte del socio. Nella comunicazione il socio recedente deve indicare: le proprie generalità con il domicilio eletto per le comunicazioni inerenti il procedimento (se diverso da quello risultante dal Registro delle Imprese) e la propria quota di partecipazione. Il recesso ha efficacia dal giorno in cui la lettera raccomandata perviene alla sede legale della Società. La quota di partecipazione del socio recedente non può essere alienata.

Il rimborso delle partecipazioni del socio recedente è effettuato a norma di legge.

L'offerta della quota di partecipazione del socio recedente agli altri soci avviene attraverso il seguente procedimento:

- l'organo amministrativo offre la quota di partecipazione del socio recedente agli altri soci, in proporzione alle partecipazioni da ciascuno possedute. L'offerta è comunicata a mezzo lettera raccomandata all'indirizzo risultante dal Registro delle Imprese ed ai destinatari viene assegnato un termine non inferiore a quindici giorni dalla ricezione dell'offerta per manifestare la propria volontà, decorso inutilmente il quale essi decadono dal diritto di acquistare la quota di partecipazione del socio recedente;
- ove uno o più soci non esercitino in tutto od in parte il loro diritto di acquisto, la porzione non acquistata della quota di partecipazione del socio recedente è offerta proporzionalmente agli altri soci;
- l'organo amministrativo offre ad uno o più terzi concordemente individuati da tutti gli altri soci la quota di partecipazione del socio recedente rimasta invenduta.

Decisioni dei soci

Art. 11. Sono riservate alla competenza dei soci le decisioni riguardanti le seguenti materie:

- a) approvazione del bilancio e destinazione degli utili;
- b) nomina e revoca dei componenti l'organo amministrativo e, ove esistenti, dei componenti e del Presidente del collegio sindacale e del revisore incaricato del controllo legale dei conti, nonché determinazione dei relativi compensi ed esercizio dell'azione di responsabilità nei confronti dell'organo amministrativo, di singoli amministratori e di sindaci e revisore, se esistenti;
- c) modificazioni dell'atto costitutivo e/o dei patti;
- d) emissione di titoli di debito;
- e) fusione e scissione;
- f) operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale determinato nell'atto costitutivo e/o nei patti ovvero una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- g) assunzione di partecipazioni in altre imprese comportante una responsabilità illimitata per le obbligazioni delle medesime.

I soci decidono inoltre sulle ulteriori materie loro riservate dalla legge o dai presenti patti, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

Le decisioni dei soci sono adottate con le maggioranze richieste dalla legge nei singoli casi. In ogni caso le deliberazioni si intendono adottate quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e sindaci, ove esistenti, sono informati della riunione e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento.

Salvo i casi per cui la legge prescriva la deliberazione collegiale della assemblea, possono essere adottate anche mediante consultazione scritta ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto; e se adottate in conformità della legge e dei presenti patti, vincolano tutti i soci.

Art. 12. L'assemblea si riunisce, di regola, nel Comune ove ha sede la Società, salva diversa determinazione dell'organo amministrativo.

L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo mediante l'avviso di cui all'art. 23.

Possono intervenire alle assemblee, anche facendosi rappresentare, i soci iscritti come tali presso il Registro delle Imprese.

L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico o dal presidente del consiglio di amministrazione o dall'amministratore a ciò designato dagli intervenuti; e in caso di loro mancanza, assenza o impedimento, dalla persona designata dai presenti.

Le deliberazioni dell'assemblea constano da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario. Nei casi previsti dalla legge o su richiesta del Presidente il verbale è redatto da un notaio.

Art. 13. Le decisioni dei soci mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto sono adottate su iniziativa di uno o più amministratori o di tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale secondo le modalità indicate nell'art. 25.

Amministrazione

Art. 14. La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci all'atto della nomina:

- a) da un amministratore unico, anche non socio;
- b) da un minimo di due fino ad un massimo di sette amministratori anche non soci, secondo il numero determinato all'atto della nomina, i quali costituiscono il Consiglio di amministrazione, salvo che all'atto della stessa nomina l'amministrazione sia ad essi affidata disgiuntamente ovvero congiuntamente ovvero con esercizio a maggioranza.

Non si applica agli amministratori il divieto di concorrenza di cui all' articolo 2390 c.c.

Art. 15. Ai soci non spettano particolari diritti riguardanti l'amministrazione della società e/o la distribuzione degli utili.

Art. 16. Gli amministratori restano in carica fino a revoca o dimissioni o per il diverso periodo determinato dai soci all'atto della nomina, e sono rieleggibili. La loro cessazione per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il nuovo organo amministrativo è stato ricostituito.

Salvo quanto previsto ai successivi commi, se in corso d'esercizio cessano uno o più amministratori gli altri provvedono a sostituirli; gli amministratori così nominati restano in carica sino alla prossima decisione dei soci.

In caso di consiglio di amministrazione, se cessa o si dimette la metà dei consiglieri, in caso di numero pari, ovvero la maggioranza degli stessi, in caso di numero dispari, decade l'intero consiglio; e su iniziativa anche di uno solo degli altri consiglieri, entro 30 giorni, deve sottoporsi alla decisione dei soci la nomina del nuovo organo amministrativo; nel frattempo gli amministratori non cessati né dimissionari possono compiere solo le operazioni di ordinaria amministrazione.

In caso di nomina di più amministratori con poteri congiunti o disgiunti o a maggioranza, se per qualsiasi causa cessa o si dimette anche un solo amministratore, decadono tutti gli amministratori e su iniziativa anche di uno solo degli altri amministratori deve, entro dieci giorni, sottoporsi alla decisione dei soci la nomina di un nuovo organo amministrativo; nel frattempo gli amministratori non cessati né dimissionari possono compiere solo le operazioni di ordinaria amministrazione.

Art. 17. Qualora non vi abbiano provveduto i soci all'atto della nomina, il consiglio di amministrazione elegge fra i suoi membri un presidente.

Art. 18. Le decisioni del consiglio possono adottarsi mediante consultazione scritta, ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto, secondo le modalità indicate nel successivo art. 25.

Pertanto, se richiesto della maggioranza dei suoi componenti il consiglio di amministrazione deve deliberare con il metodo collegiale, e in questo caso il presidente convoca il consiglio con l'avviso di cui all'art. 23.

Le riunioni collegiali del consiglio si tengono presso la sede sociale o anche altrove.

Per la validità delle deliberazioni collegiali del consiglio si richiede la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica ed il voto favorevole della maggioranza assoluta. In caso di parità di voti, la proposta si intende respinta.

Le riunioni e le deliberazioni collegiali del Consiglio sono valide anche senza regolare convocazione quando intervengono tutti i consiglieri in carica ed i sindaci effettivi se nominati.

Delle deliberazioni collegiali si redige verbale firmato dal presidente e dal segretario, che deve essere trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori.

Art. 19. L'organo amministrativo ha tutti i poteri per l'amministrazione della Società; peraltro all'atto della nomina tali poteri possono essere limitati.

Il consiglio di amministrazione può delegare parte dei suoi poteri ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti. Non sono delegabili le attribuzioni del 5° comma dell'art. 2475 c.c.

Nel caso di più amministratori non costituenti Consiglio, all'atto della nomina i poteri di amministrazione possono essere attribuiti agli stessi congiuntamente, disgiuntamente ovvero a maggioranza, ovvero anche parte in via congiunta, parte in via disgiunta e parte a maggioranza. In mancanza di qualsiasi precisazione circa le modalità di loro esercizio, tali poteri si intendono attribuiti agli amministratori congiuntamente.

Nel caso di più amministratori con poteri congiunti ovvero a maggioranza, i singoli amministratori non possono compiere alcuna operazione, salvi i casi in cui si renda necessario agire con urgenza per evitare un danno alla società.

In caso di amministrazione affidata disgiuntamente a più amministratori, se un amministratore si oppone all'operazione che un altro intende compiere, sull'opposizione la decisione spetta ai soci.

L'organo amministrativo può nominare direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, fissandone i poteri.

Art. 20. La rappresentanza generale della società spetta a:

- a) amministratore unico;
- b) presidente del consiglio di amministrazione e singoli consiglieri delegati, se nominati e nei limiti delle rispettive deleghe;
- c) nel caso di nomina di più amministratori non costituenti Consiglio, agli stessi amministratori congiuntamente o disgiuntamente o a maggioranza, allo stesso modo in cui sono stati attribuiti all'atto della nomina i poteri di amministrazione.

Art. 21. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio. I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un compenso annuale in misura fissa ovvero proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

In caso di nomina di un comitato esecutivo o di consiglieri delegati, il loro compenso è stabilito dal consiglio di amministrazione al momento della nomina.

Organo di controllo - Revisione legale

Art. 22. Il sindaco unico o il collegio sindacale sono eletti dall'assemblea tra i soggetti aventi i requisiti di legge, durano in carica tre anni e sono rieleggibili.

Ove venga nominato il collegio sindacale, questo si compone di tre membri effettivi e due supplenti.

Il sindaco unico o il collegio sindacale hanno i doveri ed i poteri stabiliti dalla legge, e può essere loro affidata la revisione legale dei conti della società al ricorrere dei presupposti di legge.

In alternativa al sindaco unico o al collegio sindacale e comunque nei casi obbligatori per legge, la revisione legale dei conti è esercitata da un revisore avente i requisiti di legge, eletto dall'assemblea dei soci. L'incarico ha la durata di tre esercizi ed il revisore svolge tutte le funzioni di legge.

La legge determina i casi di nomina obbligatoria del sindaco unico o del collegio sindacale e del revisore.

Avvisi di convocazione

Art. 23. L'avviso di convocazione degli organi collegiali (assemblea dei soci, consiglio di amministrazione, collegio sindacale) deve contenere il giorno, l'ora e il luogo della adunanza e l'elenco delle materie da trattare e deve pervenire a ciascun avente diritto a partecipare alla adunanza medesima, con mezzi anche telematici che ne assicurino il tempestivo ricevimento, prima del giorno della adunanza entro il termine di cui appresso:

- a) per l'assemblea dei soci almeno 5 giorni prima;
- b) per il consiglio di amministrazione e il collegio sindacale di regola almeno 3 giorni prima, ma nei casi di urgenza riducibile ad un giorno prima.

Riunioni per tele/video conferenza

Art. 24. Le riunioni degli organi collegiali (assemblea, consiglio di amministrazione e collegio sindacale) si possono svolgere anche per audioconferenza o videoconferenza, alle seguenti condizioni di cui si darà atto nei relativi verbali:

- a) che siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione e sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;
- b) che sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- c) che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;
- d) che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Consultazione scritta/Consenso espresso per iscritto

Art. 25. La procedura di consultazione scritta o di acquisizione del consenso espresso per iscritto non è soggetta a particolari vincoli purché sia assicurato a ciascun avente diritto di partecipare alla decisione e di ricevere adeguata informazione.

La decisione è adottata mediante approvazione per iscritto di un unico documento ovvero di più documenti che contengano il medesimo testo di decisione da parte della maggioranza degli aventi diritto.

Il procedimento deve concludersi entro dieci giorni dal suo inizio o nel diverso termine indicato nel testo della decisione.

La decisione si intende formata nel momento in cui pervengono presso la sede sociale indirizzate ad almeno uno dei legali rappresentanti pro tempore le risposte di tutti gli aventi diritto ovvero, in mancanza, alla scadenza del termine di cui al comma che precede.

Il legale rappresentante pro tempore informato provvede a comunicare l'esito della decisione a tutti i soci, agli altri amministratori ed ai componenti il collegio sindacale, ove esistente, indicando:

- i favorevoli, contrari o astenuti;
- la data in cui si è formata la decisione;

e trasmettendo loro una sintesi delle eventuali osservazioni o dichiarazioni relative all'argomento oggetto della decisione, se richiesto dagli interessati.

Le decisioni così adottate devono essere trascritte senza indugio nell'apposito libro sociale.

La relativa documentazione è conservata dalla società.

Bilancio ed utili

Art. 26. L'esercizio sociale si chiude al 31 dicembre di ogni anno.

L'organo amministrativo in conformità di legge redige il bilancio annuale, da presentare ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio, salvo il maggior termine di centottanta giorni di cui agli artt. 2478 bis e 2364 c.c.

Art. 27. Gli utili messi in pagamento e non riscossi entro il quinquennio dal giorno di loro esigibilità si prescrivono a favore della Società con diretta loro appostazione a riserva.

SCIoglimento E LIQUIDAZIONE DELLA SOCIETÀ

Art. 28. Verificatasi una causa di scioglimento si applicano le disposizioni di legge (articoli 2484 e ss. c.c.).

Rinvio

Art. 29. Tutto quanto non sia specificatamente previsto nel presente statuto, verrà regolato dalle disposizioni di legge vigenti.

Dixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire accepte la démission avec décharge des administrateurs de la société TOBER S.A., à savoir la société LUXGLOBAL Management S.à r.l, Monsieur H.H.J. (Rob) KEMMERLING, Monsieur Claude ZIMMER et Monsieur Marc THEISEN et du commissaire aux comptes, à savoir la société ZIMMER & PARTNERS S.A., avec effet au jour de l'inscription de la société au Registre des Sociétés à Rome (Italie).

Onzième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de nommer Madame Veronique VARANI et de Madame Samantha VARANI, les deux demeurant professionnellement à I-00191 Rome, Via Città della Pieve, en tant qu'administrateurs de la société, avec effet au jour de l'inscription de la société au Registre des Sociétés à Rome (Italie).

Douzième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de conférer tous pouvoirs à Madame Veronique VARANI et de Madame Samantha VARANI pour représenter dorénavant la Société devant toutes les instances administratives et fiscales en Italie à la suite du transfert de siège et du changement de nationalité comme dit ci-avant et en vue de l'inscription de la Société en Italie.

Treizième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de conférer tous pouvoirs à tout employé de l'étude de Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg) à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Italie auprès du Registre des Sociétés à Rome (Italie).

Condition suspensive

Les septième, huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième et treizième résolutions sont prises sous la condition suspensive de l'inscription de la Société en Italie.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: R. SONNENSCHNEIN, F. MARX, H. H. J. KEMMERLING, Henri BECK

Enregistré à Echternach, le 18 avril 2013. Relation: ECH/2013/747. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013052289/348.

(130063724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

BlueMountain Montenvers Master Fund SCA SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 176.346.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Référence de publication: 2013053210/11.

(130065574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

BlueBay Direct Lending I Investments (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.527.500,00.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 24, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 168.670.

In the year two thousand and thirteen, on the tenth day of April.

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

BlueBay Direct Lending Fund I, LP, represented by the General partner "BlueBay Direct Lending I General Partner Limited", both incorporated under the laws of Guernsey, having their registered office at Carinthia House, 9-12 The Grange, St Peter Port, Guernsey, GY1 4BF,

duly represented by Mrs Arlette Siebenaler, private employee, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy established on April 9 2013.

The said proxy, "initialled ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting in its capacity as sole shareholder of BlueBay Direct Lending I Investments (Luxembourg) S.à r.l., a limited liability company, having its registered office at 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 168 670) (the "Company"), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, on 25 April 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n 1425 of June 7th, 2012 has required the undersigned notary to state its resolutions as follows:

First resolution:

The sole shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one million one hundred and seventy seven thousand and five hundred Euro (EUR 1,177,500.-) so as to raise it from its current amount of three hundred fifty thousand Euro (EUR 350,000.-) up to one million five hundred twenty seven thousand and five hundred Euro (EUR 1,527,500.-) by the issue of one million one hundred and seventy seven thousand and five hundred (1,177,500) new shares, having a par value of one Euro (EUR 1.-).

The one million one hundred and seventy seven thousand and five hundred (1,177,500) new shares are subscribed by the sole shareholder, BlueBay Direct Lending Fund I LP, duly represented as thereabove mentioned.

The one million one hundred and seventy seven thousand and five hundred (1,177,500) new shares have been fully paid up in cash by the subscriber so that the total sum of one million one hundred and seventy seven thousand and five hundred Euro (EUR 1,177,500.-) is at the free disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

Second resolution:

As a result of the foregoing resolution, the first sentence of Article 6 of the Articles of Incorporation of the Company shall be amended and henceforth read as follows:

"The share capital of the Company is fixed at one million five hundred twenty seven thousand and five hundred Euro (EUR 1,527,500.-) represented by one million five hundred twenty seven thousand and five hundred (1,527,500) ordinary shares with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each".

There being no further business on the agenda, the meeting is closed.

Estimate of costs

The value of expenses, costs, remunerations or charges of any form whatsoever which shall be borne by the Company or are charged to the Company as a result of this extraordinary general meeting is estimated at approximately EUR 3,000.-.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the French translation

L'an deux mille treize, le dix avril.

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

BlueBay Direct Lending Fund I, LP, représenté par son associé commandité BlueBay Direct Lending Fund I General Partner Limited, tous deux organisés selon les lois de Guernesey, ayant leur siège social à Carinthia House, 9 - 12 The Grange, St Peter Port, Guernsey, GY1 4BF,

dûment représentée par Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 9 avril 2013.

La procuration signée "ne varietur" par le comparant et le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant, agissant en sa qualité de seul et unique associé de BlueBay Direct Lending I Investments (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg (R.C.S. Luxembourg B 168 670) (la "Société"), constituée sous la loi du Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 avril 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N1415 du 07 juin 2012, a requis le notaire instrumentant de constater les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de un million cent soixante dix sept mille cinq cents Euro (EUR 1.177.500,-) pour le porter de trois cent cinquante mille Euro (EUR 350.000,-) à un million cinq cent vingt sept mille cinq cents Euro (EUR 1.527.500,-) par l'émission de un million cent soixante dix sept mille cinq cents (1.177.500) parts sociales nouvelles, chacune d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-).

Les un million cent soixante dix sept mille cinq cents (1.177.500) parts sociales nouvelles sont souscrites par l'associé unique, BlueBay Direct Lending Fund I, LP, représenté comme dit ci-avant.

Les un million cent soixante dix sept mille cinq cents (1.177.500) parts sociales nouvelles ont été entièrement libérées en espèces par l'associé unique, de sorte que la somme de un million cent soixante dix sept mille cinq cents Euro (EUR 1.177.500,-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire instrumentant.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, la première phrase de l'article 6 des Statuts de la Société sera modifiée et aura désormais la teneur suivante:

"Le capital social est fixé à un million cinq cent vingt sept mille cinq cents Euro (EUR 1.527.500,-) représenté par un million cinq cent vingt sept mille cinq cents (1.527.500,-) parts sociales d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de cette assemblée générale extraordinaire est estimé à environ EUR 3.000.-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 avril 2013. Relation: LAC/2013/17286. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013051846/98.

(130063841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Succinit S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 176.733.

STATUTEN

Im Jahre zwei tausend dreizehn, den siebzehnten April.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Die Aktiengesellschaft ZIMMER & PARTNERS S.A., mit Sitz in L-2519 Luxemburg, 3-7, rue Schiller, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 151.507,

hier vertreten durch Frau Fanny MARX, Privatangestellte, beruflich ansässig in L-1610 Luxemburg, 42-44, avenue de la Gare, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 16. April 2013,

welche Vollmacht, nach gehöriger "ne varietur" Paraphierung durch die Bevollmächtigte und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparentin, vertreten wie eingangs erwähnt, den handelnden Notar ersuchte die Satzungen einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

1. - Firma, Sitz, Zweck, Dauer und Kapital

Art. 1. Es wird andurch eine Aktiengesellschaft, als Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen, gegründet, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Die Gesellschaft führt die Bezeichnung SUCCINIT S.A. SPF.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und Halten sowie die Verwaltung und Veräußerung von finanziellen Vermögenswerten im Sinne des Gesetzes vom 11. Mai 2007 über die SPF. Die Gesellschaft kann Guthaben jeglicher Art, welche auf einem Konto geführt werden können halten, verwalten und veräußern.

Die Gesellschaft kann keinerlei kommerzielle Aktivität ausüben und kein dem Publikum zugängliches Handelsgeschäft betreiben.

Die Gesellschaft wird alle zur Wahrung ihrer Rechte gebotenen Massnahmen treffen und alle Handlungen vornehmen, welche Ihrem Zweck entsprechen oder diesen fördern; sie wird ihre Geschäfte im Rahmen des Gesetzes vom 11. Mai 2007 über die Gesellschaft für die Verwaltung von Familienvermögen abwickeln.

Art. 4. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt und beginnt am Tage der Gründung.

Eine vorzeitige Auflösung der Gesellschaft kann unter Beachtung der für Satzungsänderungen vorgesehenen gesetzlichen Bestimmungen, durch Beschluss einer aussergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre respektive durch Beschluss des alleinigen Anteilhabers erfolgen.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt SECHS HUNDERT TAUSEND EURO (€ 600.000.-) und ist aufgeteilt in sechs hundert (600) Aktien mit einem Nennwert von je EIN TAUSEND EURO (€ 1.000.-).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre oder des alleinigen Anteilhabers, mit Ausnahme der Aktien für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre oder des alleinigen Anteilhabers.

Im Falle einer Kapitalerhöhung werden die neuen Aktien mit denselben Rechten ausgestattet sein wie die bestehenden Aktien.

Art. 6. Das Grundkapital kann durch Beschluss einer aussergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre oder des alleinigen Anteilhabers erhöht oder herabgesetzt werden. Dieser Beschluss muss den für Satzungsänderungen vorgeschriebenen gesetzlichen Formen und Voraussetzungen genügen.

II. - Verwaltung und Aufsicht

Art. 7. Im Falle von mehreren Aktionären wird die Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen. Die Generalversammlung bezeichnet die Verwaltungsratsmitglieder und bestimmt deren Zahl. Die Verwaltungsratsmitglieder sind berechtigt die vorläufige Besetzung eines vakanten Sitzes im Verwaltungsrat vorzunehmen; die nächstfolgende Generalversammlung bestellt dann endgültig das neue Verwaltungsratsmitglied.

Im Falle eines alleinigen Anteilhabers oder für den Fall wo bei einer Generalversammlung der Aktionäre festgestellt wird dass nur ein einziger Anteilhaber alle Aktien hält, kann die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder auf ein Mitglied herabgesetzt werden, bis zur ersten ordentlichen Generalversammlung, nach der Feststellung dass die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat.

Die Verwaltungsratsmitglieder oder der alleinige Verwalter werden von der Generalversammlung der Aktionäre beziehungsweise durch den alleinigen Anteilhaber ernannt.

Die Amtsdauer des Verwaltungsrates oder des alleinigen Verwalters beträgt höchstens sechs (6) Jahre.

Das oder die Verwaltungsratsmitglieder sind wiederwählbar und jederzeit abrufbar.

Art. 8. Im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, bezeichnet der Verwaltungsrat aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder im Falle dessen Verhinderung, durch zwei Mitglieder einberufen.

Die Gültigkeit der Beratungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates ist bei Anwesenheit der Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder gegeben. Die Vertretung ist nur zulässig unter Verwaltungsratsmitgliedern.

In Dringlichkeitsfällen sind die Verwaltungsratsmitglieder befugt, brieflich oder auch durch elektronische Übermittlung zur Tagesordnung abzustimmen.

Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 9. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, welche in einem Spezialregister eingetragen werden, und werden durch wenigstens ein Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle welche vor Gericht oder anderswo zur Verwendung kommen, werden von dem Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch den alleinigen Verwalter beglaubigt.

Art. 10. Der Verwaltungsrat respektive der alleinige Verwalter haben die weitestgehenden Befugnisse zur Geschäftsführung und treffen alle ihnen zur Erfüllung des Gesellschaftszweckes notwendig erscheinenden Verfügungen und Verwaltungsmassnahmen.

Ihre Zuständigkeit ist nur beschränkt durch die der Generalversammlung gemäss Gesetz und laut den gegenwärtigen Statuten vorbehaltene Beschlüsse.

Art. 11. Die tägliche Geschäftsführung sowie die Vertretung der Gesellschaft hinsichtlich dieser täglichen Geschäftsführung, kann Verwaltungsratsmitgliedern, Direktoren, Verwaltern oder anderen Angestellten ob Aktionäre oder nicht, vom Verwaltungsrat oder von dem alleinigen Verwalter übertragen werden, welche deren Befugnisse festlegt. Erfolgt die Übertragung an ein Verwaltungsratsmitglied, so bedarf es der vorherigen namhaften Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Es steht dem Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwalter zu Spezialvollmachten für Rechtsgeschäfte zu erteilen zu denen sie selbst befugt sind.

Dritten gegenüber wird die Gesellschaft wie folgt verpflichtet:

- Im Falle eines alleinigen Verwalters unter allen Umständen durch seine alleinige Unterschrift.
- Im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern
- der durch die alleinige Unterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes oder Verwalter, handelnd im Rahmen der täglichen Geschäftsführung, falls ein solcher genannt ist.

Spezialbevollmächtigte verpflichten die Gesellschaft Dritten gegenüber im Umfange des ihnen erteilten Mandates.

Im Geschäftsverkehr mit öffentlichen Verwaltungen wird die Gesellschaft durch den alleinigen Verwalter respektive durch ein beliebiges Verwaltungsratsmitglied rechtsgültig vertreten.

Die Gesellschaft wird gerichtlich sei es als Klägerin oder Beklagte, durch den alleinigen Verwalter oder durch den Verwaltungsrat auf Betreiben des Präsidenten oder des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes vertreten.

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, deren Zahl durch die Generalversammlung oder durch den alleinigen Anteilhaber, die ihre Ernennung vornimmt, festgelegt wird.

Auch Nicht-Gesellschafter können zu Kommissaren ernannt werden. Die Amtsdauer der Kommissare beträgt höchstens sechs Jahre. Sie können jedoch wiedergewählt werden und sind jederzeit abrufbar.

Die ihm zustehende Befugnisse ergeben sich aus Artikel 62 des Gesetzes vom 10. August 1915.

III. - Generalversammlung

Art. 13. Im Falle eines alleinigen Anteilhabers übernimmt dieser sämtliche Befugnisse die durch das Gesetz der Versammlung der Aktionäre verliehen sind. Seine Beschlüsse werden schriftlich festgehalten.

Im Falle von mehreren Aktionären vertritt jede rechtsgültige einberufene und zusammengesetzte Generalversammlung die Gesamtheit der Aktionäre; dieselbe ist weitgehendst befugt, sämtliche die Gesellschaft betreffenden Rechtshandlungen und Rechtsgeschäfte zu tätigen und gutzuheissen.

Art. 14. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich am dritten Freitag des Monats Juni um 10.00 Uhr statt am Sitz der Gesellschaft oder an dem in der Einberufung angegebenen Ort.

Sollte dieses Datum auf einen Feiertag fallen, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

Jede einzelne Aktie gewährt eine Stimme. Im Falle von mehreren Aktionären, kann jeder Aktionär sich in der Generalversammlung durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen; soweit gesetzlich nichts anderes bestimmt ist, fasst die Generalversammlung ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Im Falle von mehreren Aktionären kann der Verwaltungsrat alle anderen, durch die Aktionäre zu vollbringenden Bedingungen, um an der Generalversammlung der Aktionäre teilzunehmen, bestimmen.

Eine ausserordentliche Generalversammlung kann durch den Verwaltungsrat beziehungsweise durch den alleinigen Verwalter oder durch den oder die Kommissare einberufen werden. Auf schriftliche Anfrage der Aktionäre, welche zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapital vertreten, muss sie einberufen werden.

Art. 15. Im Falle von mehreren Aktionären und falls sämtliche Aktionäre das Gesamtkapital vertreten, können Generalversammlungen auch ohne vorherige Einberufungen stattfinden.

IV. - Geschäftsjahr und Gewinnverteilung

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt alljährlich am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 17. Fünf Prozent des Reingewinns fliessen solange dem Reservefonds zu, bis dieser zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Darüber hinaus verfügt die Generalversammlung über den Saldo nach Gutdünken.

Die etwa auszuschüttende Dividende gelangt an den, vom Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwalter zu bestimmenden Orten und Zeitpunkten zur Auszahlung.

V. - Auflösung, Liquidation, Beglaubigung und Kosten

Art. 18. Die Generalversammlung oder der alleinige Anteilhaber ist jederzeit befugt, die Auflösung der Gesellschaft zu beschliessen. Bei Auflösung der Gesellschaft sei es durch Ablauf der Vertragsdauer oder auch vorzeitig werden Liquidatoren ernannt; zu Liquidatoren können sowohl physische Personen als auch Gesellschaften ernannt werden;

Deren Bestellung und die Festlegung ihrer Bezüge erfolgt durch die Generalversammlung oder durch den alleinigen Anteilhaber.

Art. 19. Im Übrigen, besonders hinsichtlich der durch die gegenwärtigen Satzungen nicht erfassten Bestimmungen, unterliegt die Gesellschaft den gesetzlichen Bestimmungen, namentlich denjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungsgesetzen, namentlich die Abänderung durch das Gesetz vom 25. August 2006, sowie das Gesetz vom 11. Mai 2007.

Art. 20. Der amtierende Notar erklärt ausdrücklich, dass die durch Artikel 26 des Gesetzes vom zehnten August eintausendneunhundertfünfzehn über die Handelsgesellschaften vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt sind.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2013.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet im Jahre 2014 statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklärt die alleinige Anteilhaberin die sechs hundert (600) Aktien zu zeichnen.

Sämtliche Aktien wurden voll und in bar eingezahlt demgemäss verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über den Betrag von SECHS HUNDERT TAUSEND EURO (€ 600.000.-), wie dies dem Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Gründungskosten

Die der Gesellschaft obliegenden Gründungskosten irgendwelcher Art werden abgeschätzt auf ungefähr ein tausend neun hundert fünfzig Euro (€ 1.950.-).

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann nimmt die alleinige Anteilhaberin folgende Beschlüsse:

1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei und die Zahl der Kommissare auf einen festgesetzt.

2.- Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden bestellt:

a) Herr Claude ZIMMER, Rechtswissenschaftler, diplomierter Volkswirt, beruflich ansässig in L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller,

b) Herr Stéphane ALLART, Buchprüfer, beruflich ansässig in L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

c) Frau Isabelle SEIGNERT, Privatbeamtin, beruflich ansässig in L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

3.- Zum Kommissar wird bestellt:

Die Aktiengesellschaft ZIMMER & PARTNERS S.A., mit Sitz in L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 151.507,

4.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitgliedern und des Kommissars enden bei Gelegenheit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2018.

5.- Der Verwaltungsrat ist ermächtigt eines oder mehrere seiner Mitglieder als Delegierte des Verwaltungsrates zu ernennen.

6.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: F. MARX, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 18 avril 2013. Relation: ECH/2013/745. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J. M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehr erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 22. April 2013.

Référence de publication: 2013052266/177.

(130063531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Polaris S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,

(anc. Chi-Square S.C.A., SICAV-FIS).

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 154.951.

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 17 avril 2013 a décidé de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, société coopérative, 400 route d'Esch, L-1014 Luxembourg, à la fonction de Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an se terminant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu en 2014.

Pour POLARIS S.C.A., SICAV-FIS

Société en commandite par actions sous la forme d'une Société d'investissement à capital variable

- Fonds d'investissement spécialisé

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013053538/16.

(130065724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Sytec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6921 Roodt-Syre, 4A, Banzelt.

R.C.S. Luxembourg B 90.273.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054360/9.

(130065953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

KRW Schindler Private Ventures, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 176.745.

STATUTES

Excerpt

1. Definitions. Terms that are not defined herein shall have the same meaning as in the Partnership Agreement (as defined below).

2. Members.

I. KRW Schindler Investment Management, a cooperative company organised as a public limited company (société cooperative organisée comme une société anonyme) incorporated under the laws of Luxembourg, whose registered office is at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg (the "General Partner").

II. AQ Capital S.A., a public limited company (société anonyme) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies' register under number B 149.708 (the "Founder Limited Partner").

3. Name, Purpose and Registered office.

(i) The name of the Partnership is "KRW Schindler Private Ventures".

(ii) The Partnership is established for the purpose of directly or indirectly making investments primarily into start-ups with a focus on digital business models.

The Partnership may carry out any activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Partnership.

(iii) The registered office of the Partnership shall be at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg or such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as the General Partner shall from time to time determine in its absolute discretion and notify to the limited partners of the Partnership.

4. Management and General Partner's powers. The General Partner shall be the only general partner of the Partnership. Except as otherwise specifically provided by the partnership agreement (the "Partnership Agreement"), the General Partner shall have exclusive responsibility for the management and control of the business of the Partnership and the application of the assets of the Partnership and shall have full power and authority to bind the Partnership and to do all things necessary to carry out the purposes of the Partnership.

In particular but without limitation, the General Partner shall, except as otherwise specifically provided herein, have full power and authority to implement acquisitions, perform acts of administration and disposition in the Partnership's interest in compliance with the investment objectives except for the powers reserved to the partners' meeting pursuant to the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, or the Partnership Agreement.

The General Partner shall not be authorised to effect any borrowings for the account of the Partnership except:

i. on a short-term basis for the purposes of facilitating an Investment pending receipt of any capital contribution which has either been called or which the General Partner intends to call within 30 days; or

ii. to meet any shortfall following a call for capital contributions due from a defaulting partner or an excused partner; and provided that all borrowings for the account of the Partnership shall not exceed the lower of (a) aggregate Undrawn Commitments and (b) 30 per cent of Total Commitments.

5. Share capital and Contributions.

(i) As of 12 April 2013, the Partnership has a share capital of twenty-seven thousand nine hundred one Euro (EUR 27,901), of which:

- one Euro (EUR 1) is contributed and fully paid by the General Partner as the General Partner Interest;
- twenty-seven thousand nine hundred Euro (EUR 27,900) are contributed and fully paid by the Founder Limited Partner as the Limited Partner Interests.

(ii) Each Limited Partner shall make a Capital Contribution to the Partnership of €1 in respect of each Limited Partner Interest subscribed by that Limited Partner. Such Capital Contributions shall be made on or before the Closing Date on which the relevant Limited Partner Interests are to be issued.

At the expiration of the Investment Period, the Limited Partner Interests shall be subdivided into separate series each tracking an Underlying Investment. Each series of Limited Partner Interests will entitle its holder to all distributions by the Partnership in relation to the respective Underlying Investment, and exclusively to such distributions, less any costs and fees related to the Underlying Investment and the pro rata part of the Operational and Organisational Expenses attributable to the relevant series of Limited Partner Interest.

Each Limited Partner shall participate rateably in each series of Limited Partner Interests.

Subject to contrary provisions of the Partnership Agreement, Capital Contributions shall not be repaid until the liquidation of the Partnership. Upon a duly justified request by a Limited Partner, the General Partner may, however, in its discretion, repay a Capital Contribution of a Limited Partner and cancel its Partner Interests prior to the liquidation of the Partnership at FMV, provided that the costs for determining the FMV are being borne by the relevant Limited Partner and subject to the provisions of this Agreement.

The General Partner may at its discretion from time to time by notice to the Limited Partners cancel all or any part of their Undrawn Commitments. Any such cancellation will be of the same amount in respect of each Limited Partner Interest.

6. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends.

(i) The date on which the Partnership commences is the: twelfth of April in the year two thousand and thirteen (12 April 2013).

(ii) The Partnership will end at the expiration of six years from the first closing date, as determined by the General Partner.

A resolution approved at a partners' meeting or in writing by the partners holding two thirds of the partner interests (the "Extraordinary Resolution") can be sought from the 5th anniversary of first closing with a notice period of 30 days by the General Partner with the following agenda:

(a) the dissolution of the Partnership and a liquidation structured as a sale of its subsidiaries or of its investments (followed by a distribution of the liquidation proceeds), whereby the Limited Partners in consultation with the General Partner will determine and appoint the financial advisor to implement such a sale; or

(b) the continuation of the Partnership and/or of its subsidiaries for an additional two years (the "Prolongation") plus an optional extension of two years after the Prolongation, save for the right of partners dissenting to the continuation to put their partner interests at fair market value (on the basis of a public market valuation) to the continuing partners (on a pro rata basis) 60 days after the Extraordinary Resolution. Such continuation shall take place only in the case that the liquidity right of the partners dissenting to the continuation can be fully satisfied financially by the continuing partners. The fair market value shall be determined 30 days prior to the Extraordinary Resolution. The termination date will be extended accordingly to reflect any such extension.

The Partnership shall terminate prior to such date upon the happening of the following events:

(a) the date, following the full investment date, on which all investments have been disposed of or otherwise realised by the Partnership and the proceeds of such disposals or realisations have been distributed to the partners; or

(b) on service of notice by the General Partner to the other partners that, in its reasonable opinion, the coming into force of any law, regulation or binding authority has rendered illegal or impracticable, the continuation of the Partnership.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

SATZUNG

Auszug

1. Definitionen. Fachbegriffe, die nicht nachstehend definiert sind, haben die gleiche Bedeutung wie im Partnerschaftsvertrag (wie nachstehend definiert).

2. Gesellschafter.

I. KRW Schindler Investment Management, eine Luxemburgische in Form einer Aktiengesellschaft organisierte Genossenschaft (société cooperative organisée comme une société anonyme), mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg (der „Komplementär“).

II. AQ Capital S.A., eine Luxemburgische Aktiengesellschaft (société anonyme) mit Sitz in 4, rue Dicks, L-1417 Luxemburg, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 149.708 (der „Gründungskommanditist“).

3. Bezeichnung, Zweck und Sitz.

(i) Die Bezeichnung der Kommanditgesellschaft ist „KRW Schindler Private Ventures“.

(ii) Der Zweck der Kommanditgesellschaft ist es, direkte oder indirekte Investitionen hauptsächlich in Start-Up Unternehmen (start-ups) mit Schwerpunkt auf digitalen Geschäftsmodellen zu machen. Die Kommanditgesellschaft kann sämtliche Tätigkeiten vornehmen, die direkt oder indirekt die Erfüllung ihres Zwecks fördern.

Die Kommanditgesellschaft kann des Weiteren für Gesellschaften, in welchen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung oder Rechte jeglicher Art hält oder welche der gleichen Unternehmensgruppe wie sie selbst angehören Garantien geben, Sicherheiten einräumen, Kredite gewähren oder diese auf jede andere Weise unterstützen.

(iii) Der Sitz der Kommanditgesellschaft ist in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, oder einem anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg, den der Komplementär in seinem Ermessen von Zeit zu Zeit festlegt und den Kommanditisten der Kommanditgesellschaft mitteilt.

4. Verwaltung und Geschäftsführungsbefugnisse des Komplementärs.

Der Komplementär soll der einzige Komplementär der Kommanditgesellschaft sein. Sofern in dem Partnerschaftsvertrag (der „Partnerschaftsvertrag“) nichts Gegenteiliges bestimmt wurde, soll der Komplementär ausschließlich für die Geschäftsführung und die Kontrolle der Geschäfte der Kommanditgesellschaft und die Verwendung des Vermögens der Kommanditgesellschaft verantwortlich sein und umfassende Bevollmächtigung und Befugnis haben, die Kommanditgesellschaft zu verpflichten und alles Erforderliche zu unternehmen, was direkt oder indirekt die Erfüllung des Zwecks der Kommanditgesellschaft fördert.

Insbesondere, soll der Komplementär, sofern in diesem Auszug nichts Gegenteiliges bestimmt wurde, umfassende Bevollmächtigung und Befugnis haben, Akquisitionen durchzuführen, Verwaltungs- und Dispositionsaktionen im Interesse der Kommanditgesellschaft und unter Einhaltung der Anlageziele vorzunehmen, abgesehen von den Befugnissen, die dem/den Kommanditisten gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner jeweils gültigen Form, oder dem Partnerschaftsvertrag vorbehalten sind.

Der Komplementär ist nicht berechtigt, Kredite auf Rechnung der Kommanditgesellschaft aufzunehmen, außer:

- i. kurzfristig, um eine Investition bis zum Eingang einer Kapitaleinlage zu erleichtern, die entweder schon angefordert wurde oder die der Komplementär innerhalb 30 Tage anfordern möchte; oder
- ii. um einen Fehlbetrag zu begleichen, der nach einer Anforderung von Kapitaleinlagen, die von einem geratenen Teilhaber (defaulting shareholder) oder einem entschuldigten Teilhaber (excused shareholder) geschuldet werden, entstanden ist;

und unter der Voraussetzung, dass alle Kreditaufnahmen auf Rechnung der Kommanditgesellschaft nicht den jeweils niedrigeren Wert von entweder (a) der gesamten nicht gezogenen Verbindlichkeiten (Undrawn Commitments) oder (b) 30 Prozent der gesamten Verbindlichkeiten (Total Commitments).

5. Gesellschaftskapital und Einlagen.

(i) Zum 12. April 2013 hat die Kommanditgesellschaft ein Gesellschaftskapital von siebenundzwanzigtausendneunhunderterteins Euro (EUR 27.901), von welchem:

- ein Euro (EUR 1) vom Komplementär eingelegt und voll bezahlt ist;
- siebenundzwanzigtausendneunhundert Euro (EUR 27.900) vom Gründungskommanditist eingelegt und voll bezahlt sind.

(ii) Jeder Kommanditist soll der Kommanditgesellschaft EUR 1 Kapitaleinlage zahlen je Kommanditbeteiligung (Limited Partner Interest), die dieser Kommanditist einlegen hat. Solche Kapitaleinlagen sollen am oder vor dem Abschlusstichtag (Closing Date) gemacht werden, an dem die relevanten Kommanditbeteiligungen (Limited Partner Interests) ausgegeben sollen.

Bei Ablauf des Investmentsfrists (Investment Period), sollen die Kommanditbeteiligungen (Limited Partner Interests) in separate Klassen geteilt werden, wobei jede Klasse jeweils ein zu Grunde liegendes Investment (Underlying Investment) verfolgen soll. Jede Klasse von Kommanditbeteiligungen (Limited Partner Interests) verleiht dem Inhaber das Recht auf alle Ausschüttungen der Kommanditgesellschaft in Bezug auf das jeweilige zu Grunde liegende Investment (Underlying Investment) und ausschließlich auf diese Ausschüttungen, minus die im Zusammenhang mit dem zu Grunde liegenden Investment (Underlying Investment) aufgetretenen Kosten und Auslagen und dem Anteil der im Zusammenhang mit dem relevanten Klasse von Kommanditbeteiligungen (Limited Partner Interests) operationellen und organisatorischen Kosten. Jeder Kommanditist soll anteilmäßig an jeder Klasse von Kommanditbeteiligungen (Limited Partner Interests) beteiligt werden.

Sofern in dem Partnerschaftsvertrag nichts Gegenteiliges bestimmt wurde, sollen Kapitaleinlagen nicht vor der Liquidation der Kommanditgesellschaft zurückgezahlt werden. Der Komplementär kann, nach einem ordnungsgemäß begründeten Antrag von einem Kommanditist, nach eigenem Ermessen, eine Kapitaleinlage eines Kommanditisten vor der Liquidation der Kommanditgesellschaft zum üblichen Marktpreis (FMV) zurückzahlen und seine Kommanditbeteiligungen (Limited Partner Interests) annullieren, vorausgesetzt, dass die Kosten für die Festlegung des üblichen Marktpreises (FMV) von dem jeweiligen Kommanditisten getragen werden und vorbehaltlich der Bestimmungen dieses Vertrages.

Der Komplementär kann, nach seinem jeweiligen freien Ermessen, alle oder Teile der nicht gezogenen Verbindlichkeiten (Undrawn Commitments) der Kommanditisten einziehen. Jede solche Einziehung wird in Bezug auf jede Kommanditbeteiligungen (Limited Partner Interests) in gleicher Höhe sein.

6. Anfangs- und Enddatum der Kommanditgesellschaft.

(i) Das Datum, an die Kommanditgesellschaft anfängt, ist der: zwölfe April im Jahr zweitausenddreizehn (12. April 2013).

(ii) Die Kommanditgesellschaft endet nach Ablauf von sechs Jahren ab dem ersten Abschlusstichtag (First Closing Date), wie vom Komplementär festgelegt.

Der Komplementär kann ab dem 5. Jahrestag des ersten Abschlusstichtags (First Closing Date) einen Beschluss, der durch die Hauptversammlung oder schriftlich durch Aktionäre, die zwei Drittel der Beteiligungen (Partner Interests) halten (der „Außerordentlicher Beschluss“), gefasst wird, mit einer Einberufungsfrist von 30 Tagen und folgender Tagesordnung, herbeiführen:

(a) die Auflösung der Kommanditgesellschaft und die Liquidation durch Veräußerung seiner Tochtergesellschaften oder Investitionen (mit nachfolgender Ausschüttung der Liquidationserlöse), wobei die Kommanditisten in Absprache mit dem Komplementär den Finanzberater für einen solchen Verkauf bestimmen und ernennen; oder

(b) die Fortsetzung der Kommanditgesellschaft und/oder seiner Tochtergesellschaften für zwei weitere Jahre (die „Fortsetzung“) mit einer optionalen Verlängerung auf zwei Jahre nach der Fortsetzung, unter Beachtung des Rechts der Aktionäre, die der Fortsetzung widersprechen, ihre Beteiligungen zum Marktwert (FMV) (aus einer öffentlichen Marktbewertung hervorgehend) 60 Tage nach dem Außerordentlichen Beschluss (anteilsgemäß) an die weiter bestehenden Aktionäre zu übertragen. Eine solche Fortsetzung kann nur stattfinden, sofern das Liquiditätsrecht der Aktionäre, die der Fortsetzung widersprechen, von den weiter bestehenden Aktionären finanziell voll erfüllt werden kann. Der Marktwert (FMV) soll 30 Tage vor dem Außerordentlichen Beschluss festgestellt werden. Das Enddatum wird automatisch verlängert, um eine Fortsetzung widerzuspiegeln.

Die Kommanditgesellschaft soll vor einem solchem Datum in den folgenden Fällen enden:

(a) das Datum, nach dem Datum der vollständigen Investition, an dem alle Investitionen von der Kommanditgesellschaft veräußert oder anderweitig verwertet wurden und der Erlös einer solchen Veräußerung oder Verwertung an die Aktionär ausgeschüttet wurde; oder

(b) nach Mitteilung durch den Komplementär an die anderen Aktionäre, dass, nach seiner angemessenen Beurteilung, auf Grund des Inkrafttretens eines Gesetzes, einer Regulierung oder einer rechtsverbindlichen Autorität die Fortsetzung der Kommanditgesellschaft gesetzeswidrig oder undurchführbar geworden ist.

On 12 April 2013.

KRW Schindler Investment Management

General Partner

Pierre Beissel

Attorney-in-fact

Référence de publication: 2013052102/192.

(130063818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Compagnie Financière des Besants d'Or S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 259.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 175.163.

In the year two thousand and thirteen, the twenty-sixth day of the month of March.

Before us Maître Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Master 6, a private limited company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 162.797,

in its capacity as sole shareholder of COMPAGNIE FINANCIÈRE DES BESANTS D'OR S.à r.l., a private limited company incorporated and organised under the Luxembourg laws, having its registered office at 26A, boulevard Royal L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 175.163, incorporated on 15 February 2013 pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company),

here represented by Sébastien WIANDER, private employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney dated 25 March 2013.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to enact the following:

I. Master 6 is the sole shareholder of the Company (the Sole Shareholder) and represents the entire share capital of the Company;

II. the Company's share capital is presently set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each;

III. the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the Company's share capital by an amount of two hundred and forty-six thousand five hundred euro (EUR 246,500.-) in order to bring it from its present amount of twelve thousand five hundred

euro (EUR 12,500.-) to two hundred and fifty-nine thousand euro (EUR 259,000.-) by the issuance of two hundred and forty-six thousand five hundred (246,500) shares, in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, having the same rights as the already existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon, the Sole Shareholder declares to subscribe to two hundred and forty-six thousand five hundred (246,500) newly issued shares of the Company having a par value of one euro (EUR 1.-) each and to fully pay up the shares by way of a contribution in cash in an aggregate amount of twenty-five million eight hundred and eighty-seven thousand five hundred euro (EUR 25,887,500.-).

The surplus between the amount contributed and the nominal value of the newly issued shares being twenty-five million six hundred and forty-one thousand euro (EUR 25,641,000.-) is to be allocated to the share premium reserve of the Company.

The amount of twenty-five million eight hundred and eighty-seven thousand five hundred euro (EUR 25,887,500.-) is as of now at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Second resolution

The Sole Shareholder notes that, as a consequence of the preceding resolution, article 5.1 of the articles of association of the Company is restated and shall henceforth be worded as follows:

"The share capital is set at two hundred and fifty-nine thousand euro (EUR 259,000.-), represented by two hundred and fifty-nine thousand (259,000) shares in registered form, having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up."

Estimated costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately six thousand seven hundred euro (EUR 6,700.-).

Declaration

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-sixième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Master 6, une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 10, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162.797,

en sa capacité d'associé unique de COMPAGNIE FINANCIERE DES BESANTS D'OR S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A boulevard Royal L-2449 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.163, constituée suivant acte reçu par Jean-Joseph Wagner, notaire résidant à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg en date du 15 février 2013, n'ayant pas encore été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la Société),

ici représentée par Sébastien WIANDER, employé privé, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 25 mars 2013.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par les mandataires de la partie comparante et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel qu'énoncé précédemment, a requis le notaire soussigné de prendre acte de ce qui suit:

I. Master 6 est l'associé unique de la Société (l'Associé Unique) et représente l'intégralité du capital social de la Société;

II. Le capital social de la Société est actuellement fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune;

III. L'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux cent quarante-six mille cinq cent euros (EUR 246.500,-) afin de le porter de sa valeur actuelle de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à deux cent cinquante-neuf mille euros (EUR 259.000,-) par l'émission de deux cent quarante-six mille cinq cent (246.500) parts sociales sous forme nominative, toutes les parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et ayant les mêmes droits que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

L'Associé Unique déclare souscrire aux deux cent quarante-six mille cinq cent (246.500) parts sociales nouvellement émises d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune et procéder à la libération intégrale des parts sociales par un apport en numéraire d'un montant total de vingt-cinq millions huit cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 25.887.500,-).

Le surplus entre le montant ainsi apporté et la valeur nominale des parts sociales étant de vingt-cinq millions six cent quatre-vingt-un mille euros (EUR 25.641.000,-) est alloué au compte des primes d'émission de la Société.

Le montant de vingt-cinq millions huit cent quatre-vingt-sept mille cinq cents euros (EUR 25.887.500,-) est désormais à la disposition de la Société; la preuve en ayant été rapporté au notaire soussigné qui en a expressément pris connaissance.

Seconde résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Associé Unique note que l'article 5.1 des statuts de la Société est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à deux cent cinquante-neuf mille euros (EUR 259.000,-), représenté par deux cent cinquante-neuf mille (259.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.»

Frais et Dépenses

Le montant des frais et dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge en raison du présent acte est évalué environ à six mille sept cents euros (EUR 6.700,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: S. WIANDER, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 27 mars 2013. Relation: DIE/2013/3900. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013051909/126.

(130063886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Reveko S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 64.202.

L'an deux mille treize, le quinze avril.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «REVEKO S.à r.l.», ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 57, avenue de la Faïencerie, constituée suivant acte reçu par Maître Edmond Schroeder, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 6 avril 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et

Associations C numéro 518 du 15 juillet 1998, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 24 juillet 2012, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2400 du 26 septembre 2012.

L'assemblée se compose de son unique associé, à savoir:

Monsieur Guido CHRISTIAENS, demeurant à B-1461 Haut-Ittre, 14, rue Warchay.

Ceci exposé, le comparant prémentionné a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit la résolution suivante:

Résolution unique

L'associé unique décide de transférer le siège social à L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts comme suit:

« **Art. 4.** Le siège social est établi à Windhof.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le comparant prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: G. CHRISTIAENS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 avril 2013. Relation: LAC/2013/17551. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052210/31.

(130063850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Multiworld, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 76.862.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of March.

Before us Maître Edouard DELOSCH, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of the société d'investissement à capital variable MULTIWORLD (the "Company") having its registered office in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, incorporated by deed of Maître Frank BADEN, then notary residing in Luxembourg on 18 July 2000, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number C - 599 on 22 August 2000, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 76.862. The articles of association of the Company have been amended several times and for the last time by deed of the Maître Henri HELLINCKX, then notary residing in Mersch, on 24 March 2006, published in the Mémorial, number C-1322 on 8 July 2006.

The Meeting was presided over by Mrs. Frédérique VATRIQUANT, private employee, professionally residing in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

The chairman appointed as secretary Mrs. Emilie SEILER, private employee, professionally residing in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

The Meeting elected as scrutineer Mr. Laurent CLAIRET, private employee, professionally residing in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I. The sole shareholder present or represented and the number of its shares is shown on the attendance list, signed by the Chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary.

This list as well as the proxy signed ne varietur will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II. It appears from the attendance list that the entire corporate capital is represented at the present Meeting and that the shareholder declares himself duly informed of the agenda so that the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below:

Agenda

1. Presentation and approval of the accounts of the Company at the date of the liquidation;
2. Presentation and approval of the liquidator and auditor reports;
3. Discharge to the liquidator for his mandate in relation to the liquidation;

4. Decision to close the liquidation.

After the foregoing has been approved, the Meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The Meeting having received the accounts of the Company resolves to approve the accounts at the date of the liquidation.

Second resolution

The Meeting having received the conclusions of the report of the liquidator and the conclusions of the report of the approved statutory auditor resolves to approve these two reports.

Third resolution

The Meeting resolves to grant discharge to the liquidator for his mandate in relation to the liquidation.

Fourth resolution

The Meeting resolves to close the liquidation and acknowledges that the Company in liquidation has definitely ceased to exist.

The corporate books will be kept for a minimum period of 5 years at the former registered office of the Company at L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned at 3.15 p.m. .

Expenses

The expenses, costs, fees and charges are borne by the Company as a result of the present deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Hesperange by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausenddreizehn, am achtundzwanzigsten Tag des Monats März.

Vor dem unterzeichnenden Notar, Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch (Großherzogtum Luxemburg).

Versammelte sich die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital MULTIWORLD, mit Gesellschaftssitz in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister zu Luxemburg unter der Nummer B 76.862, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar, Maître Frank BADEN, damals mit dem Amtswohnsitz zu Luxemburg, am 18. Juli 2000, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 599 vom 22. August 2000 (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar, Maître Henri HELLINCKX, damals mit dem Amtswohnsitz zu Mersch, am 24. März 2006, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1322 vom 8. Juli 2006.

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre wird eröffnet durch den Vorsitzenden Frau Frédérique VATRIQUANT, Privatangestellte, mit beruflicher Anschrift in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

Der Vorsitzende bestimmt zum Schriftführer der außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre Frau Emilie SEILER, Privatangestellte, mit beruflicher Anschrift in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre bestellt zum Stimmzähler Herrn Laurent CLAIRET, Privatangestellter, mit beruflicher Anschrift in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

Nach Bildung des Versammlungsbüros gab der Vorsitzende folgende Erklärungen ab und ersuchte den amtierenden Notar Folgendes zu beurkunden:

I. Die anwesenden oder vertretenen Gesellschafter, deren Bevollmächtigte sowie die Anzahl ihrer Gesellschaftsanteile sind Gegenstand einer Anwesenheitsliste; diese Anwesenheitsliste, unterzeichnet durch die Gesellschafter, die Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter, die Mitglieder des Versammlungsbüros und dem amtierenden Notar bleiben vorliegender Urkunde beigelegt, um mit derselben bei der Einregistrierungsbehörde hinterlegt zu werden.

Die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter, die durch die erscheinenden Parteien, das Versammlungsbüro und den amtierenden Notar „ne varietur“ abgezeichneten wurden, bleiben vorliegender Urkunde ebenfalls beigelegt.

II. Gemäß der Anwesenheitsliste ist das gesamte Gesellschaftskapital bei gegenwärtiger Versammlung anwesend oder vertreten und da die anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, im Vorfeld der Versammlung über die Ta-

gesordnung unterrichtet worden zu sein, ist die Versammlung ordnungsgemäß zusammengetreten und kann rechtsgültig über alle Tagesordnungspunkte beraten. Die Tagesordnung lautet wie folgt:

- 1) Vorlage und Genehmigung der Gesellschaftskonten bis zum heutigen Tage;
- 2) Vorlage und Genehmigung der Abschlussberichte des Liquidators und des „Approved statutory auditor“;
- 3) Entlastung des Liquidators für die Ausübung seines Mandates bis zum heutigen Tage erteilt;
- 4) Entscheidung die Liquidation der Gesellschaft zu beenden und somit die Gesellschaft aufzulösen.

Nach Zustimmung alles vorstehenden, beschließt die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse.

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, nach Vorlage der Gesellschaftskonten, diese Konten zu genehmigen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, nach Vorlage der Schlussfolgerungen der Abschlussberichte des Liquidators und des „Approved statutory auditor“, beide Berichte zu genehmigen.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, dem Liquidator volle Entlastung für die Ausübung seines Mandates bis zum heutigen Tage zu erteilen.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Liquidation für abgeschlossen zu erklären und stellt fest dass die Gesellschaft endgültig aufgelöst ist.

Die Bücher und Schriften der aufgelösten Gesellschaft sind für die Dauer von mindestens fünf (5) Jahren ab dem Datum der vorliegenden Urkunde am ehemaligen Gesellschaftssitz in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich aufzubewahren.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wurde die außerordentliche Generalversammlung der Gesellschafter geschlossen um 15.15 Uhr.

Kosten

Die Kosten, Honorare und Auslagen trägt die Übernehmende Gesellschaft.

Der unterzeichnete Notar, welcher der englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass, auf Anfrage der oben genannten erschienen Personen, die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung gefasst ist; auf Anfrage der gleichen Personen und im Falle einer Nichtübereinstimmung des englischen und des deutschen Textes, wird der englische Text vorwiegen

Worüber Urkunde, aufgenommen in Hesperange, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nachdem das Dokument der dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannten erschienenen Personen vorgelesen worden ist, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar, unterzeichnet.

Gezeichnet: F. VATRIQUANT, E. SEILER, L. CLAIRET, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 29 mars 2013. Relation: DIE/2013/4409. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): pd: RECKEN.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 22. April 2013.

Référence de publication: 2013052144/124.

(130063897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

BNP Paribas Money Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 46.468.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of March.

Before us Maître Edouard DELOSCH, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of the société d'investissement à capital variable BNP Paribas Money Fund (the "Company") having its registered office in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, incorporated by deed of Maître Frank BADEN, then notary residing in Luxembourg, on 31 January 1994, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial"), number C-81 on 4 March 1994, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 46.468. The articles of association of the Company

have been amended several times and for the last time by deed of the Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, on 22 May 2012, published in the Mémorial, number C-1320 on 29 May 2012.

The Meeting was opened at 2.45 p.m. with Mrs. Frédérique VATRIQUANT, private employee, professionally residing in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich as chairman of the Meeting (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary Mrs. Emilie SEILER, private employee, professionally residing in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

The Meeting elected as scrutineer Mr. Laurent CLAIRET, private employee, professionally residing in L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

The Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The sole shareholder present or represented and the number of its shares is shown on the attendance list, signed by the Chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary.

This list as well as the proxy signed ne varietur will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II. It appears from the attendance list that the entire corporate capital is represented at the present Meeting and that the shareholder declares himself duly informed of the agenda so that the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the agenda set out below:

Agenda

1. Presentation and approval of the accounts of the Company at the date of the liquidation;
2. Presentation and approval of the liquidator and auditor reports;
3. Discharge to the liquidator for his mandate in relation to the liquidation;
4. Decision to close the liquidation.

After the foregoing has been approved, the Meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The Meeting having received the accounts of the Company resolves to approve the accounts at the date of the liquidation.

Second resolution

The Meeting having received the conclusions of the report of the liquidator and the conclusions of the report of the approved statutory auditor resolves to approve these two reports.

Third resolution

The Meeting resolves to grant discharge to the liquidator for his mandate in relation to the liquidation.

Fourth resolution

The Meeting resolves to close the liquidation and acknowledges that the Company in liquidation has definitely ceased to exist.

The corporate books will be kept for a minimum period of 5 years at the former registered office of the Company at L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned at 3.00 p.m. .

Expenses

The expenses, costs, fees and charges are borne by the Company as a result of the present deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon the present deed was drawn up in Hesperange by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-huitième jour de mars.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (Assemblée) des actionnaires de la société d'investissement à capital variable BNP Paribas Money Fund (la «Société»), ayant son siège social à L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, constituée suivant acte passé devant Maître Frank BADEN, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 31 janvier 1994, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Association (le «Mémorial»), N° C-81 le 4 mars 1994, immatriculée au Registre

du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 46.468. Les statuts de la Société ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois par acte de Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, le 22 mai 2012, publié au Mémorial, N° C-1320 le 29 mai 2012.

L'Assemblée est ouverte à 14.45 heures avec Mme. Frédérique VATRIQUANT, employée privée, demeurant professionnellement à L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich, en tant que présidente de l'Assemblée (la «Présidente»).

La Présidente désigne comme secrétaire Mme Emilie SEILER, employée privée, demeurant professionnellement à L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

L'Assemblée désigne comme scrutateur M. Laurent CLAIRET, employé privé, demeurant professionnellement à L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

La Présidente déclare et demande au notaire d'acter que:

I. L'actionnaire présent ou représenté ainsi que le nombre d'actions qu'il détient figurent sur la liste de présence, signée par la Présidente, la secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant.

Cette liste ainsi que la procuration signée ne varietur seront annexées au présent acte, pour être soumises aux formalités de l'enregistrement

II. Il ressort de la liste de présence que les actions représentant tout le capital social sont représentées à cette Assemblée et l'actionnaire déclare être dûment informé de l'ordre du jour de sorte que la présente Assemblée générale extraordinaire est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points figurant à l'ordre du jour décrit ci-après:

Ordre du jour

- 1 Présentation et approbation des comptes de la Société à la date de la liquidation;
- 2 Présentation et approbation des rapports du liquidateur et du réviseur d'entreprises agréé;
- 3 Décharge au liquidateur pour son mandat en rapport avec la liquidation;
- 4 Décision de clôturer la liquidation.

Ayant approuvé ce qui précède, l'Assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide, après avoir reçu les comptes de la Société, d'approuver les comptes à la date de la liquidation.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide, après avoir reçu les conclusions du rapport du liquidateur et les conclusions du rapport du réviseur d'entreprises agréé, d'approuver ces deux rapports.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de donner décharge au liquidateur pour son mandat en rapport avec la liquidation.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de clôturer la liquidation et prend acte que la Société, en liquidation, a définitivement cessé d'exister.

Les livres de la Société seront conservés pour une durée d'au moins cinq ans à l'ancien siège social de la Société à L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 15.00 heures.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature sont payables par la Société en raison du présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des personnes comparantes ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes personnes comparantes, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Hesperange, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux personnes comparantes, connues du notaire soussigné par leurs nom, prénom usuel, et demeure, elles ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: F. VATRIQUANT, E. SEILER, L. CLAIRET, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 29 mars 2013. Relation: DIE/2013/4410. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): pd. RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051869/117.

(130063894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Witraco s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6617 Wasserbillig, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 94.214.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la société à responsabilité limitée «WITRACO s.à r.l.», ayant son siège social à L-6617 Wasserbillig, route d'Echternach,

inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 94.214,

tenue en date du 10 avril 2013, suivant acte reçu par Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, enregistré à Diekirch en date du 15 avril 2013, sous le référence DIE/2013/4801,

que les associés de la prédite société ont modifié la répartition des parts sociales comme suit:

La société anonyme «TWIN S.A.», RCS B 147.776, avec siège social à L-9289 Diekirch, 17, rue Vannérus, vend toutes ses parts dans la prédite société WITRACO s.à r.l., à savoir TROIS CENT SOIXANTE PARTS (360) à:

1) Monsieur Alain WICKLER, employé privé, né à Ettelbruck, le 27 avril 1973, demeurant à L-9017 Ettelbruck, 35, um Boeschel (150 parts)

2) Monsieur Serge WICKLER, employé privé, né à Ettelbruck, le 10 août 1974, demeurant à L-7425 Obenthalt, maison 3 (150 parts)

3) la société WICKLER FRERES EXPLOITATION S.à r.l., avec siège social à L-9289 Diekirch, 17, rue François-Julien Vannerus, RCSL B 96.305 (60 parts)

A la suite de cette cession, les parts ont été souscrites comme suit:

- la société Wickler Frères Exploitation S.à r.l.	700 parts
- Monsieur Alain WICKLER	150 parts
- Monsieur Serge WICKLER	150 parts
TOTAL:	1.000 parts

Ettelbruck, le 22 avril 2013.

Pour extrait conforme

Le notaire

Référence de publication: 2013051700/30.

(130063173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Zauber Club Letzebuerg (ZCL) asbl, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4467 Soleuvre, 53, rue de Limpach.

R.C.S. Luxembourg F 9.519.

—
STATUTS

En date de ce jour, une association sans but lucratif est constituée entre les soussignés et tous ceux qui en deviendront membres.

Les noms des signataires de cet acte sont les suivants:

1. BOTH Luc, pédagogue diplômé, 55, rue Mont St Jean, L-3652 Kayl

2. KIES Christian, éducateur gradué, 53, rue de Limpach L-4467 Soleuvre,

3. GIACOMINI David, professeur-stagiaire, 94, route de Diekirch, L-7220 Helmsange

L'association est régie par la loi modifiée du 4 mars 1994 sur les associations sans but lucratif et le présent statut.

Titre I^{er}. Dénomination, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er}. L'association prend la dénomination de Zauber Club Letzebuerg (ZCL) asbl.

Art. 2. L'association a pour objet de promouvoir l'art de la magie par la mise au point de spectacles, l'organisation de représentations théâtrales et magiques, cours de magie pour privés et sociétés, de séminaires et de congrès, de fêtes et toute autre manifestation publique ou privée ainsi que par la vente de tout article servant à promouvoir l'art de la magie.

Sur le plan politique et confessionnel, l'association observera une stricte neutralité.

Art. 3. L'association a son siège à 4467 SOLEUVRE, 53, rue de Limpach.

Art. 4. Elle est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. Des membres

Art. 5. Le nombre de membres est illimité sans pouvoir être inférieur à trois.

Art. 6. L'association est composée de membres effectifs admis par le conseil d'administration.

Art. 7. La démission et l'exclusion des associés sont réglées par l'article 12 de la loi modifiée du 4 mars 1994 sur les associations sans but lucratif. L'exclusion pourra être prononcée pour des actes causant des préjudices graves à l'association. L'associé démissionnaire ou exclu et ses héritiers n'ont aucun droit sur le fonds social.

Titre III. De l'administration

Art. 8. L'association est gérée par un conseil d'administration de trois membres. Les membres du conseil d'administration sont élus parmi les membres effectifs par l'assemblée générale à la simple majorité des voix. Leur mandat a une durée de trois ans; les membres sortants sont rééligibles.

Art. 9. Le conseil d'administration choisit en son sein un président, un secrétaire et un trésorier. La correspondance courante pourra être signée par le secrétaire.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou, en son absence, de son remplaçant. Le conseil d'administration ne pourra délibérer valablement qu'en présence de la majorité de ses membres, la voix du président ou de son remplaçant étant, en cas de parité, prépondérante.

Art. 11. La signature du président ou, en son absence, la signature de son remplaçant et celle du secrétaire, engagent valablement l'association envers les tiers.

Titre IV. L'assemblée générale

Art. 12. L'assemblée générale se réunira une fois par an, le président en fixera la date et l'ordre du jour.

Art. 13. Le conseil d'administration pourra convoquer des assemblées générales extraordinaires chaque fois qu'il le jugera utile ou nécessaire.

Art. 14. A la suite de la demande écrite de la part d'un tiers des membres effectifs, le conseil d'administration doit convoquer dans la quinzaine une assemblée générale contenant à l'ordre du jour le motif de la demande.

Art. 15. Les membres effectifs sont convoqués à l'assemblée générale au moins huit jours à l'avance.

Art. 16. L'assemblée générale est régulièrement constituée, quel que soit le nombre des membres effectifs présents.

Les décisions sont prises à la simple majorité. Dans le cas d'une décision à prendre sur une modification aux statuts, l'assemblée générale doit réunir les deux tiers des membres effectifs et l'objet doit en être spécialement indiqué dans la convocation. Aucune modification ne pourra être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix, et conformément à l'article 8 de la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif.

Art. 17. Chaque année, le conseil d'administration soumettra à l'approbation de l'assemblée générale le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice. L'approbation vaut décharge pour le conseil d'administration.

Titre V. Des ressources

Art. 18. Les ressources de l'association se composent notamment:

- a) de dons ou legs en sa faveur,
- b) de subsides,
- c) d'intérêts de fonds placés.

Cette liste n'est pas limitative.

Art. 19. Les bénéfices réalisés serviront principalement à l'achat de matériel d'illusion, de costumes, à payer les frais de participation aux compétitions et congrès nationaux et internationaux, frais de membre de fédérations nationales et internationales ainsi qu'à payer tous autres frais en relation avec l'art de la magie.

Titre VI. De la liquidation

Art. 20. En cas de liquidation, les fonds de l'association seront mis à la disposition d'une fondation caritative luxembourgeoise sélectionnée par la majorité simple des membres restants.

Titre VII. Généralités

Art. 21. Dans la mesure du possible l'association devient membre de la Fédération FISM (Fédération Internationale des Sociétés Magiques).

Art. 22. Pour tous les cas non prévus aux présents statuts, les associés se soumettent aux dispositions de la loi du 21 avril 1928.

Même copie conforme des statuts de l'association, délivrée sur papier libre, en vue de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Soleuvre, le 28/03/2013.

Luc BOTH / Christian KIES / David GIACOMINI

Président / Secrétaire / Trésorier

Référence de publication: 2013052375/76.

(130063914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Infinity Dance, Association sans but lucratif.

Siège social: L-8216 Mamer, 15, rue de Bertrange.

R.C.S. Luxembourg F 9.520.

STATUTS

Entre les soussignés:

1. Svetlana Jornik, demeurant: 15, rue de Bertrange, L-8216 Mamer;
2. Michaela Zamborova, demeurant: 213, rue de Longwy
3. Sonia Fundi Mutoni, demeurant: rue de Neudorf, L-2221 Luxembourg

et tous ceux qui deviendront membres par la suite, est constituée une association sans but lucratif régie par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée, et par les présents statuts.

I. Dénomination, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination Infinity Dance.

Art. 2. L'association a pour objet d'aider, par tous moyens, promouvoir l'échange culturel dans le domaine de danse.

L'association mettra en œuvre, initiera ou contribuera à tout projet culturel ou socioculturel, au niveau national ou international, qu'elle jugera susceptible de participer à l'amélioration du cadre de vie.

Art. 3. L'association a son siège social à rue de Bertrange 15, 8216 Mamer. Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par décision de l'Assemblée générale extraordinaire prise conformément aux articles 21 et 22 des statuts.

Art. 4. La durée de l'association est illimitée.

II. Exercice social

Art. 5. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

III. Membres

Art. 6. Peut devenir membre de l'association.

Toute personne physique ou morale désirant faire partie de l'association doit présenter une demande d'adhésion écrite au conseil d'administration, qui procède à l'examen de la demande et s'entoure de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour prendre sa décision. Le conseil d'administration décide souverainement et n'est pas obligé de faire connaître les motifs pour lesquels l'adhésion aura, le cas échéant, été refusée.

Art. 7. Le nombre minimum des membres est de trois.

Art. 8. Tout membre peut quitter l'association en adressant par lettre recommandée sa démission au conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire tout membre qui, après mise en demeure lui envoyée par lettre recommandée, ne s'est pas acquitté de la cotisation dans le délai de 1 mois à partir de l'envoi de la mise en demeure.

Art. 9. Tout membre peut être exclu par le conseil d'administration:

- en cas d'infraction grave aux présents statuts;
- en cas de manquement important à ses obligations envers l'association, constatés par le conseil d'administration.

IV. Assemblée générale

Art. 10. L'assemblée générale a tous les pouvoirs que la loi ou les présents statuts n'ont pas attribués au Conseil d'administration.

Une délibération de l'assemblée générale est nécessaire pour les objets suivants:

- 1° la modification des statuts;
- 2° la nomination et la révocation des administrateurs;

3° l'approbation des budgets et des comptes;

4° la dissolution de l'association.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par année civile, sur convocation du conseil d'administration ou lorsqu'un cinquième des membres en fait la demande.

Tous les membres de l'association doivent être convoqués aux assemblées générales au moins quinze jours avant la tenue de l'assemblée. L'ordre du jour doit être joint à cette convocation. Toute proposition, signée d'un nombre de membres égal au vingtième de la dernière liste annuelle, doit être porté à l'ordre du jour.

Les résolutions ne pourront être prises en dehors de l'ordre du jour que sous réserve de l'application de l'article 11 des statuts.

Pour les votes, il sera loisible aux membres de se faire représenter par un autre membre ou par un tiers à l'aide d'une procuration écrite, un membre ou un tiers ne pouvant toujours représenter qu'un seul des membres.

Tous les membres ont un droit de vote égal dans l'assemblée générale et les résolutions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

Un extrait du procès-verbal de chaque assemblée générale, comprenant les résolutions prises, sera publié, dans le mois de sa date, au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Art. 11. Les résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, à condition toutefois que l'assemblée générale y consente à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

V. Administration

Art. 12. L'association est gérée par un conseil d'administration composé de 3 membres au moins, élus par l'assemblée générale à la majorité simple des votes valablement émis.

La durée de leur mandat est de 3 ans. Les administrateurs désignent entre eux, à la simple majorité, ceux qui exerceront les fonctions de président, vice-président, secrétaire et trésorier.

Les pouvoirs des administrateurs sont ceux résultant de la loi et des présents statuts. Les membres du conseil d'administration sont rééligibles.

Le conseil d'administration gère les affaires de l'association et la représente dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires.

- De façon générale, toutes autres ressources autorisées par la loi.

Art. 19. L'association pourra constituer un fonds de réserve comprenant entre autres les excédents de recettes annuelles sur les dépenses annuelles. Ce fonds pourra être employé au paiement d'acquisitions des immeubles nécessaires à la réalisation de l'objet de l'association, à leur installation ainsi qu'à leur entretien.

VII. Mode d'Établissement des comptes

Art. 20. Le conseil d'administration établit les comptes annuels de l'exercice social et le soumet pour approbation à l'assemblée générale annuelle ensemble avec un projet de budget pour l'exercice suivant.

VIII. Modification des statuts

Art. 21. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications à apporter aux statuts que si celles-ci sont expressément indiquées dans l'avis de convocation et si l'assemblée générale réunit au moins deux tiers des membres.

Art. 22. Les modifications des statuts ainsi que leur publication s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications des aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation, et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents; mais dans ce cas, la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association est constituée, les règles qui précèdent sont modifiées comme suit:

a) La seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés;

b) La décision n'est admise, dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix;

c) Si, dans la seconde assemblée, les deux tiers des associés ne sont pas présents ou représentés, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Il est tenu de soumettre tous les ans à l'approbation de l'assemblée générale le compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

Art. 13. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. De même, le conseil d'administration doit se réunir à la demande de deux tiers de ses membres ou de son président. Les membres du conseil d'administration sont convoqués par simple lettre ou par tout autre moyen approprié au moins cinq jours avant la réunion.

Art. 14. La signature conjointe de deux membres du conseil d'administration engage l'association.

Art. 15. Le conseil d'administration pourra s'adjoindre de toutes les compétences qu'il juge utile pour atteindre les objectifs de l'association. A ce titre, des comités de pilotage ou de réflexion, pourront être créés. Pourront participer à ces comités toute personne acceptée par le conseil d'administration.

Ces comités de pilotage ou de réflexion peuvent aider à définir ou à préciser les orientations de l'association. Leur rôle reste cependant consultatif.

Art. 16. Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer pour des affaires précises, ses pouvoirs à un de ses membres ou à un tiers.

VI. Contributions et cotisations

Art. 17. Les membres de l'Association, seront tenus de payer une cotisation annuelle dont le montant ne pourra pas dépasser mille euros (1.000,00 euros). Le montant sera déterminé chaque année par une résolution de l'assemblée générale.

Cette contribution ne sera pas restituée en cas de désistement d'un membre.

Art. 18. Les ressources de l'association comprennent, en dehors des cotisations:

- Les revenus des biens et valeurs que l'association possède.
- Les subventions de l'Etat et des communes, des établissements publics ou de tout organisme privé ou public, national ou international.
- Les dons et legs qu'elle peut recevoir dans les conditions de l'article 16 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.
- Toutes sommes perçues à l'occasion d'activités ou de manifestations organisées par l'association en vue de la réalisation de ses objectifs.

Toute modification aux statuts sera publiée, dans le mois de sa date, au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

IX. Dissolution et liquidation

Art. 23. La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux articles 20 et 22 de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Art. 24. En cas de dissolution, l'actif net sera affecté à une autre association sans but lucratif reconnue d'utilité publique par arrêté grand-ducal ou à une fondation de droit luxembourgeois.

X. Dispositions finales

Art. 25. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparants déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée».

Référence de publication: 2013052366/135.

(130063925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Syndicat d'Initiative vun der Gemeng Bauschelt a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-9640 Boulaide, 7A, rue Romaine.

R.C.S. Luxembourg F 9.522.

STATUTS

L'an deux mille douze, le vingt-neuvième jour de novembre.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. Monsieur Alfred ENGEL, retraité, né le 24 février 1947 à Wiltz, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9633 Baschleiden, 12, rue Principale;

2. Monsieur Mathias DORMANS, retraité, né le 13 juillet 1954 à Wiltz, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9687 Surré, 8, place de l'Eglise.

3. Monsieur Bernard ROEMEN, fonctionnaire, né le 14 septembre 1958 à Boulaide, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9640 Boulaide, 3, place de la Libération;

4. Monsieur Raymund SIEBENBORN, retraité, né le 20 juin 1934 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9633 Baschleiden, 17, op der Fléiber;

5. Monsieur Fernand SCHON, salairé Sebes, né le 17 mai 1966 à Wiltz, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9633 Baschleiden, 42, rue du Barrage;

6. Monsieur Jean-Pierre NEU, agriculteur, né le 10 mai 1958 à Ettelbruck, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9633 Baschleiden, 51, rue Principale;

7. Monsieur Alexis GREVIG, retraité, né le 21 avril 1953 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9640 Boulaide, 8, rue de la Mairie;

8. Monsieur Nico BINTENER, chauffeur, né le 16 mars 1956 à Noertrange, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9687 Surré, 2, rue du Moulin;

9. Monsieur Patrick EIFFES, fonctionnaire, né le 13 mars 1969 à Differdange, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9687 Surré, 20, rue des Genêts;

10. Monsieur Joseph DALEIDEN, fonctionnaire, né le 25 mai 1967 à Pétange, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9640 Boulaide, 40, rue Romaine;

11. Monsieur Claude LORANG, tourneur, né le 28 septembre 1962 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9633 Baschleiden, 38, rue du Barrage;

12. Monsieur Jean-Pierre KAYSER, fonctionnaire, né le 19 juin 1970 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-9633 Baschleiden, 44, rue du Barrage.

Les parties comparantes sub. 2. à 12., ici représentées par Monsieur Alfred ENGEL, prénommé, en vertu de procurations données sous seing privé.

Les dites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises en même temps avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une association sans but lucratif, régie par les statuts ci-après et par la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique.

Chapitre I^{er} . - Dénomination, Siège, Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. L'association a la dénomination: «Association sans but lucratif «Syndicat d'Initiative vun der Gemeng Bauschelt a.s.b.l.»».

Art. 2. Siège. Le siège de l'association est établi à L-9640 Boulaide, 7a, rue Romaine.

Art. 3. Durée. La durée de l'association est illimitée.

L'année sociale commence le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre de chaque année.

Chapitre II. - Objet

Art. 4. L'association a pour but:

- d'étudier et de promouvoir le développement du tourisme sur base communale et régionale;
- de défendre et de mettre en valeur le patrimoine naturel, bâti et culturel;
- de promouvoir le développement économique et le tourisme rural;
- d'aménager et d'entretenir les sentiers touristiques, les points de vue, les aires de repos, les bains de rivière et toute autre infrastructure touristique sur le territoire de la Commune de Boulaide;
- d'organiser des manifestations et des animations de toutes espèces;
- de promouvoir toute activité qui ce rapporte directement ou indirectement à l'expansion touristique, en général et en particulier, de la commune de Boulaide;
- de collaborer avec les autorités communales, les organisations corporatives ou d'utilité publique en vue de collecter, de canaliser et d'optimiser les efforts d'organisation sur le plan communal, national ou internationale.

De façon générale, l'association pourra en outre effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la réalisation de son action sociale.

Chapitre III. - Membres, Conditions d'admission et de sortie, Cotisation

Art. 5. L'association se compose d'un nombre illimité de membres. Ce nombre ne pourra jamais être inférieur à trois.

Toute personne physique qui veut aider l'association dans la réalisation de son objet, déterminé à l'article 4 des statuts, peut être membre.

Pour être membre, une cotisation annuelle, fixée par l'Assemblée Générale, doit être versée à l'association. Le montant de la cotisation est fixée par l'Assemblée Générale à la majorité simple des voix présentes et ne pourra dépasser cinquante euros (EUR 50,-).

Art. 6. La qualité de membre se perd dans les conditions suivantes:

- le membre présente sa démission écrite au président du conseil d'administration;
- par le non-paiement de la cotisation;
- par l'exclusion pour préjudice grave porté à l'association.

L'exclusion peut être prononcée:

- par inobservation des statuts;
 - par actes et omissions préjudiciables à l'objet social ou de nature à porter atteinte à l'honneur de l'association
- Toutefois, cette exclusion est à confirmer lors de la prochaine Assemblée Générale, à la majorité des voix présentes.

Chapitre IV. - Administration.

Art. 7. L'association est gérée par un Conseil d'Administration composé de cinq membres majeurs au minimum et de treize membres majeurs au maximum.

Art. 8. Les membres sont élus au scrutin secret parmi les membres présents lors de l'assemblée générale avec simple majorité des voix.

a) Tous les trois ans, le Conseil d'Administration est renouvelé à raison de la moitié de ses membres. L'ordre de sortie est réglé au sein du Conseil d'Administration.

b) Les candidatures pour le Conseil d'Administration sont à déposer par écrit auprès du Président du Conseil d'Administration, au plus tard trois jours avant la date de l'assemblée générale.

c) Les administrateurs sortants sont rééligibles.

d) Si deux candidats ont obtenu le même nombre de voix, un deuxième scrutin est à organiser. S'il y a de nouveau égalité, il sera procédé par tirage au sort.

Art. 9. Les membres du Conseil d'Administration répartissent entre eux les charges de président, vice-président, secrétaire ou trésorier. En cas d'absence du président, celui-ci sera remplacé par le vice-président, sinon par le secrétaire.

Art. 10. Le Conseil d'Administration représente l'association lors de tout acte officiel. Il décide valablement sur tout qui n'est pas de la compétence expresse de l'Assemblée Générale, suivant les statuts ou la législation afférente.

Art. 11. Deux signatures conjointes du président et du secrétaire engagent valablement l'association envers des tiers. Le Conseil d'Administration peut, sous sa responsabilité, déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres.

Art. 12. Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président ou de trois administrateurs, aussi souvent que l'intérêt de l'association l'exige, avec un minimum d'une réunion par trimestre. Un ordre du jour sommaire est à joindre à la convocation. Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité absolue des voix présentes. En cas d'égalité, la voix du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Art. 13. Le secrétaire établit un procès-verbal à approuver lors de la prochaine réunion du Conseil d'Administration.

Art. 14. Le trésorier assure la gestion financière de l'association. Il rend régulièrement compte de la situation financière au Conseil d'Administration et présente à l'assemblée générale un rapport financier annuel, vérifié par les réviseurs de caisse. Chaque dépense doit être documentée par une facture ou autre pièce justificative.

Art. 15. Pour les affaires courantes, comme la gestion des comptes bancaires, la signature du trésorier ou, le cas échéant, du président ou du secrétaire est requise.

Art. 16. L'année sociale correspond à l'année civile.

Art. 17. Les comptes et la caisse sont contrôlés au moins une fois par an par deux réviseurs de caisse à désigner par l'assemblée générale. Ils feront rapport sur cette vérification à l'assemblée générale qui donnera, en cas d'approbation, décharge au trésorier. Les réviseurs de caisse ne peuvent pas faire partie du Conseil d'Administration.

Art. 18. Le Conseil d'Administration peut s'assurer la collaboration de un ou plusieurs membres qui n'auront cependant que voix consultative.

Chapitre V. - Assemblée générale.

Art. 19. Il sera tenu chaque année au cours du premier trimestre une assemblée générale ordinaire. La convocation à l'assemblée générale se fait par affichage public, au moins quinze jours avant la date prévue. La convocation doit renseigner sur l'ordre du jour.

Art. 20. La direction suprême de l'association incombe à l'assemblée générale, conformément à la législation en vigueur. L'assemblée générale:

- a. modifie les statuts,
- b. nomme ou révoque les membres du Conseil d'Administration,
- c. approuve les budgets et les comptes et désigne les réviseurs de caisse,

- d. statue sur la dissolution éventuelle de l'association,
- e. fixe le montant des cotisations,
- f. délibère sur les questions mise sur l'ordre du jour par le Conseil d'Administration.

Art. 21. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par décision du Conseil d'Administration ou à la demande d'un cinquième des membres, avec indication du motif. La demande écrite doit être adressée au président du Conseil d'Administration. Ce dernier doit alors convoquer l'assemblée dans un délai d'un mois après la réception de la demande susmentionnée.

Art. 22. Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix présentes.

Art. 23. Le vote peut également avoir lieu par représentation. Le membre qui désire voter par représentation doit munir son mandataire d'une procuration, établie spécialement à cet effet. Toutefois, aucun mandataire ne peut faire valoir plus d'une procuration.

Art. 24. Les résolutions prises par l'assemblée générale sont retenues dans le rapport établi par le secrétaire de l'association. Tous les documents relatifs à l'association sont conservés au siège, où les membres peuvent les consulter sans déplacement du dossier.

Chapitre VI. - Modifications des statuts, Dissolution.

Art. 25. Les modifications des statuts doivent se faire dans le respect des dispositions des articles 4, 8 et 9 de ladite la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle que modifiée.

Les modifications des statuts se font sur proposition du conseil d'administration ou si un quart des membres actifs en font la demande, qui doit être adressée au conseil d'administration quinze jours avant la date de l'assemblée.

L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est spécialement indiqué dans la convocation, et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres actifs. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Si les deux tiers des membres actifs ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, une seconde réunion peut être convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre de membres actifs présents; mais dans ce cas, la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, les règles qui précèdent sont modifiées comme suit:

- a) la seconde assemblée ne sera valablement constituée que si la moitié au moins de ses membres actifs sont présents ou représentés;
- b) la décision n'est admise, dans l'une ou dans l'autre assemblée, que si elle est votée à la majorité des trois quarts des voix;
- c) si dans la seconde assemblée, les deux tiers des associés ne sont pas présents ou représentés, la décision devra être homologuée par le tribunal civil.

Toute modification aux statuts doit être publiée, dans le mois de sa date, au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Art. 26. En cas de dissolution de l'association, pour quel motif que ce soit, conformément aux articles 19 à 23 de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif, l'actif subsistant, après acquittement des dettes, sera versé à l'office social de la commune de Boulaide et/ou à une œuvre de bienfaisance d'utilité publique.

Chapitre VII. - Disposition finale.

Art. 27. Sont applicables, pour le surplus et pour les cas non prévus par les présents statuts, les dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif, telle que modifiée.

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à l'Association sans but lucratif ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution au montant de huit cents euros (EUR 800,-).

DONT ACTE, fait et passé à Diekirch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, présents ou représentés, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. ENGEL, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 03 décembre 2012. Relation: DIE/2012/14373. Reçu douze (12.-) euros.

Le Receveur (signé): pd RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 17 avril 2013.

Référence de publication: 2013052234/174.

(130063971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Entente sans frontières a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-7314 Heisdorf, 14, rue Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg F 9.521.

—
STATUTS

Entre les soussigné(e)s, il a été constitué une association sans but lucratif régie par les présents statuts et la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif:

Emira Sakovic Hadrovic, traductrice assermentée, enseignante, demeurant 74a, rue du Cimetière, L-7313 Heisdorf, de nationalité luxembourgeoise,

Indira Mehic, artiste peintre, demeurant I, Kraizgass, L-9807 Hosingen, de nationalité bosniaque,

Eric Devroye, instructeur freelance de plongée sous-marine et de premiers secours, demeurant 14, rue Pierre Dupong, L-7314 Heisdorf, de nationalité luxembourgeoise,

Danielle Buche, Trust Manager, demeurant 14, rue Pierre Dupong, L-7314 Heisdorf, de nationalité belge.

et toutes celles ou ceux qui deviendront membres par la suite, est constituée une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée, et par les présents statuts.

I. Dénomination, Siège et Durée

Art. 1^{er}. L'association est dénommée "Entente sans frontières a.s.b.l."

Art. 2. Son siège social est établi à Heisdorf. La durée de l'association est illimitée.

Art. 3. L'objet social de l'association est centré autour des actions individuelles, collectives et communautaires, en vue d'assurer une meilleure intégration de ses membres dans la société luxembourgeoise. Elle agit entre autres par les moyens suivants:

- l'organisation de séminaires, conférences, rencontres, débats, expositions, ateliers, spectacles, concerts au sein de l'association ou en collaboration avec d'autres associations ou institutions,
- l'organisation de formations ciblées,
- la coopération avec les autorités publiques et encore avec d'autres institutions et établissements existants,
- l'accompagnement social global et orientation dans diverses démarches (administratives et/ou juridiques).

L'association est par ailleurs habilitée à exercer toutes activités se rattachant directement ou indirectement à son objet ou tendant à faciliter la réalisation de celui-ci. L'association peut s'affilier à toute organisation nationale ou internationale ayant un but identique au sien.

L'association se réserve le droit d'administrer et de gérer, y compris d'acquérir, de louer et de vendre tous biens meubles et immeubles nécessaires à ces fins.

L'association observe la plus stricte neutralité en matière politique et religieuse.

III. Membres et Cotisations

Art. 4. Le nombre de membres est illimité, il ne peut cependant être inférieur à trois.

Art. 5. Est membre de l'association toute personne ayant acquitté sa cotisation annuelle.

Les membres s'engagent à respecter le principe et l'objet de l'association, ainsi que les décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Art. 6. Les montants maxima et l'échéance de la cotisation sont fixés par l'assemblée générale est de 100€. Le montant maximum doit être indiqué dans les statuts

Art. 7. Est réputé démissionnaire tout membre qui n'aura pas acquitté sa cotisation après le délai de 6 mois à compter du jour de l'échéance ou qui en aura adressé demande écrite au conseil d'administration.

Art. 8. L'exclusion d'un membre est proposée par le conseil d'administration et soumis pour décision à l'assemblée générale.

A partir de la proposition d'exclusion formulée par le conseil d'administration, jusqu'à la décision définitive de l'assemblée générale statuant à la majorité qualifiée de deux tiers des voix, le membre dont l'exclusion est envisagée, est suspendu de plein droit de ses fonctions sociales.

Les membres exclus ou démissionnaires n'ont aucun droit sur leurs cotisations antérieures ou un quelconque bien de l'association.

IV. Assemblée générale

Art. 9. L'assemblée générale se compose de tous les membres ayant dûment acquitté leur cotisation annuelle.

Art. 10. Elle est présidée par le président du conseil d'administration ou par le membre de ce dernier qui le remplace. L'assemblée générale statue sur:

- les modifications des statuts,
- la nomination et la révocation des membres du conseil d'administration,
- l'approbation des budgets et des comptes,
- la dissolution volontaire de l'association,
- l'exclusion des membres.

Art. 11. L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an avant le 1^{er} avril pour l'approbation des comptes de l'exercice écoulé, du rapport d'activité et du budget de l'exercice suivant.

A la demande d'un cinquième des membres, un AG doit être convoquée.

Toute proposition écrite signée d'un vingtième au moins des membres figurant sur la dernière liste annuelle doit être portée à l'ordre du jour. Aucune décision ne peut être prise sur un objet n'y figurant pas.

Art. 12. Elle est convoquée par le conseil d'administration par simple lettre adressée à chaque membre au moins 8 jours avant la date prévue. Cette convocation contient l'ordre du jour de l'assemblée générale et est signée par le président ou son délégué et le secrétaire.

Art. 13. Les statuts peuvent être modifiés par l'assemblée générale si:

- leur objet est spécialement indiqué dans la convocation,
- l'assemblée générale réunit les deux tiers des membres,
- les modifications sont adoptées par les deux tiers des membres présents.

Pour le cas où ces conditions ne seraient pas réunies, il est renvoyé à l'article 8 de la loi sur les asbl et fondations sans but lucratif.

Art. 14. Les résolutions de l'assemblée générale sont portées à la connaissance des membres et des tiers par voie postale ou courrier électronique.

V. Conseil d'administration

Art. 15. L'association est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins trois membres. Ceux-ci sont nommés et révoqués par l'assemblée générale.

Art. 16. La durée du mandat est de deux années. Les membres sortants du conseil d'administration sont rééligibles.

Art. 17. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Il l'a représentée dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires. Pour que l'association soit valablement engagée à l'égard de ceux-ci, deux signatures de membres en fonction sont nécessaires.

Art. 18. Le conseil d'administration délibère valablement si la moitié des membres est présente.

Les décisions du conseil d'administration sont prises de manière collégiale et à la majorité des deux tiers des membres présents. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 19. Le conseil d'administration soumet annuellement à l'approbation de l'assemblée générale le rapport d'activités, les comptes de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice.

Art. 20. En cas d'empêchement du président, la présidence du conseil d'administration est assumée par un autre membre désigné à cet effet par le conseil d'administration.

Art. 21. Le conseil d'administration se réunit sur convocation écrite du président et/ou du secrétaire.

Art. 22. Toutes les fonctions exercées dans les organes de l'association ont un caractère bénévole et sont exclusives de toute rémunération.

VI. Comptes, Budget, Dissolution

Art. 23. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre.

Art. 24. En cas de dissolution volontaire de l'association, l'assemblée générale désigne le(s) liquidateur(s) et définit (ses) leurs pouvoirs. Elle indique l'affectation à donner au patrimoine de l'association qui sera affecté à une asbl poursuivant des objectifs similaires.

Art. 25. Les points non précisés présentement relèvent des dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et fondations sans but lucratif et modifiée par les lois des 22 février 1984 et 4 mars 1994.

Fait à Heisdorf, le 15/04/2013.

Signatures

Membres fondateurs susmentionnés

Référence de publication: 2013052362/103.

(130063978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

B-Fly 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.111.900,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 121.594.

Il résulte de l'Assemblée Générale Annuelle de la Société en date du 10 avril 2013 que l'associées ont pris la décision suivante:

Nomination du réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en l'année 2016 à compter du 25 juillet 2011:

- PricewaterhouseCoopers, ayant son siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg et immatriculée sous le numéro B 65477 auprès du RCS Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

B-FLY 1 S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant A

Référence de publication: 2013053202/19.

(130065629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Vontobel Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 2-4, rue Jean l'Aveugle.

R.C.S. Luxembourg B 115.113.

AUSZUG

Anlässlich der am 27. März 2013 abgehaltenen Generalversammlung wurde beschlossen,

- Dominic Georges Gaillard

mit beruflicher Adresse an Gotthardstrasse 43, CH-8022 Zürich

- Bernhard Schneider

mit beruflicher Adresse an 2-4, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg

- Philippe Nicolas Hoss

mit beruflicher Adresse an 2, Place Winston Churchill, L-1340 Luxembourg

als Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten Generalversammlung im Jahre 2014 wiederzuernennen.

Anlässlich der selbigen Generalversammlung wurde zudem beschlossen,

Ernst & Young S.A.

7, rue Gabriel Lippmann

Parc d'Activité Syrdall 2

L-5365 Munsbach

als Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zur nächsten Generalversammlung im Jahr 2014 wiederzuernennen.

Die Herren Bernhard Schneider und Frederik Darras mit beruflicher Adresse an 2-4, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, wurden per 11. August 2011 als Geschäftsführer ernannt, ebenso wie Herr Martin Hermanns-Couturier, mit beruflicher Adresse an 2-4, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg per 24. September 2012.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 22. April 2013.

Vontobel Management S.A.

Référence de publication: 2013053685/28.

(130065447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.
